

Défense nationale :

## UN GAG !

«**L'**armée suisse compte en tout cinquante mille officiers qui ne sont ni instructeurs ni membres de l'état-major. (...) Colonel et avocat, banquier et capitaine, major et homme d'affaires ne font qu'un. (...) Ainsi que me l'a délicatement exprimé un capitaine, "nous ne souhaitons pas créer une caste d'officiers; mais d'une certaine manière, nous voyons mal un plombier ou un maçon parmi nous." (John McPhee, *La place de la Concorde suisse*, p. 94.) Une armée commandée par des banquiers et autres hommes d'affaires, dont l'une des missions demeure le maintien de l'ordre intérieur.

**P**assons sur les multiples exemples historiques qui montrent l'armée suisse tirant sur des grévistes, des manifestants antifascistes et pacifistes. Retenons "simplement" la multiplication des actuels exercices intégrant régulièrement des scénarios où la "subversion intérieure" a une large place. Exemples : l'exercice de défense générale d'automne 1984. Il s'agissait, entre autres, de mater une manifestation pacifiste à Genève, une occupation de l'Université de Berne par des étudiants refusant la conscription, de conflits avec des travailleurs immigrés. Rebellote avec l'exercice Pronto (juin 1986) pour le bataillon 2 d'infanterie neuchâtelois qui doit rétablir l'ordre à Berne où une manifestation pacifiste et antinucléaire "a dégénéré". L'exercice Trident (novembre 1986), lui, met en scène des troupes contrôlant des zones frontalières que nos stratèges imaginent menacées par une arrivée massive de réfugiés... On le voit, il est des traditions tenaces en Helvétie.

**E**t le cas d'agression extérieure ? L'image est connue : une Suisse, toutes distinctions de classe oubliées, résiste victorieusement avec son armée et derrière ses chefs. Eh bien non ! Les chefs ne seront plus là. C'est la revue économique *Bilanz* (juin 1985) qui le dit : "Tout ce qui a un nom et un titre dans l'économie helvétique ne serait pas dans un bunker en cas de guerre, mais bien plutôt en exil sûr." Car le Conseil fédéral a déjà tout prévu : gouvernement, conseils d'administration des banques, des assurances et des trusts iront assurer la "survie de la patrie" ailleurs. Où ? Vraisemblablement dans la province du Nouveau-Brunswick au Canada, un accord, en principe secret, ayant été passé avec le gouvernement canadien qui offre ainsi un lieu sûr pour ces "dignes représentants de la fière Helvétie". Quant aux autres, c'est-à-dire nous, ils se débrouilleront entre les retombées radioactives et l'hiver nucléaire. Belle illustration de ce qu'il faut comprendre par "défense nationale" : le casse-pipe pour le citoyen-soldat pendant que les banquiers-hommes-d'affaires-colonels s'occuperont à l'abri de l'"intérêt général". Autrement dit de leurs affaires.

Dans ce contexte, outre l'introduction d'un droit démocratique élémentaire, l'initiative pour le référendum en matière de crédits militaires est aussi l'occasion de manifester notre opposition à l'armée et à la course aux armements. Dans un monde où chaque minute trois millions de francs sont dépensés pour des armes, il n'y a plus à hésiter : il faut voter oui le 5 avril à l'initiative.

La Brèche

# La Brèche

organe bimensuel du  
Parti Socialiste Ouvrier (PSO)  
section suisse de la IV<sup>e</sup> Internationale

INITIATIVE POUR  
LE RÉFÉRENDUM SUR LES CRÉDITS MILITAIRES :



# Oui le 5 avril

CRISE ET DÉBAT  
DANS LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS :

## LE MANIFESTE DES RÉNOVATEURS

## RÉVISION DE LA LOI SUR L'ASILE : NON

Le Comité vaudois contre la deuxième révision de la loi sur l'asile a prévu d'ici au 5 avril :

**jeudi 19 mars, NYON**  
débat contradictoire

**vendredi 20 mars, YVERDON**  
20h 15, Maison de paroisse,  
6, rue Pestalozzi  
**ASSEMBLÉE DÉBAT**

dirigée par **Eliane BAILLIF**, journaliste à la Télévision;

avec :

**Françoise PITTELOUD**, conseillère nationale socialiste;

**Claude BONNARD**, conseiller national libéral;

**Jean-François LEUBA**, conseiller d'Etat libéral;

**Urs ZUPPINGER**, secrétaire syndical Alternative socialiste verte.

Ce débat est organisé par SOS Asile, qui est membre du Comité vaudois contre la deuxième révision de la loi sur l'asile. Il est soutenu à ce jour par : Alternative socialiste verte (ASV); Magasins du Monde; Parti ouvrier et populaire (POP); SOS Racisme.

**samedi 21 mars, LAUSANNE**  
**MANIFESTATION CANTONALE**  
**pour la défense du droit d'asile**  
départ place Saint-François, 14h

Aprenez vos baluchons, paquets et autres (vieilles) valises. Nous déposerons ce symbole au cours de la manifestation afin de protester contre la politique d'expulsion des autorités qui condamnent les réfugiés à errer sans cesse à la recherche d'un lieu d'asile.

Après la manifestation, à 16h 15, aura lieu à la **Chapelle des Terreaux** une **célébration œcuménique**, avec la participation d'une chorale zaïroise.

Le Comité Elisa, mon amour appelle également à cette manifestation.

A ce jour, sont membres du Comité : SOS Asile Lausanne, Yverdon et Nyon, Centre social protestant (CSP), Groupe réfugiés inter-Eglises (VD), Pax Christi (VD), Frères sans frontières (VD), Déclaration de Berne (VD), Femmes pour la paix (VD), Parti socialiste vaudois (PSV), Alternative socialiste verte

(ASV), Parti ouvrier populaire (POP), Groupe trotskyste de Suisse, Syndicat des services publics SSP Vaud-Etat, SOS Racisme Vaud, Magasins du Monde, Juristes progressistes, Mouvement international de la réconciliation (MIR).  
case 183, 1000 Lausanne 17.

**dimanche 5 avril**

Au soir de la votation, **fête de solidarité avec les réfugiés**, cortège aux flambeaux, repas en commun, récital, partout en Suisse.

A Lausanne sont prévus : **Michel BUEHLER, Yvette THÉRAULAZ, Trio Caspar GLAUS...**

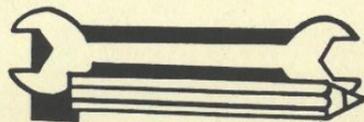
Co-organisé par le MODS.

Si vous voulez participer activement à l'une ou l'autre des activités du Comité, il se réunit tous les lundis soirs, dès 20h 15, à la Maison du Peuple (5, place Chauderon, Lausanne).

## 1400 CHEMINOTS POUR UN SYNDICAT PLUS ACTIF

Au moment où les problèmes de retraite et d'AVS font la une des attaques de la droite, un groupe de cheminots a lancé une pétition qui réclame une politique plus active de la part du syndicat (SEV) afin de faire avancer la revendication de l'Union fédérative en faveur de l'introduction de la retraite flexible pour les employés de la Confédération. Adressée à la direction de la SEV, cette pétition a recueilli 1400 signatures. En voici le texte.

"Depuis plusieurs années l'Union fédérative revendique l'introduction de la retraite flexible pour les employés de la Confédération. Il s'agit d'un de ses postulats les plus importants. Cependant, cette revendication légitime n'a pas été satisfaite à ce jour. Malgré les assurances données par le chef du Département des finances, M. Otto Stich, bien que plusieurs rencontres et négociations aient eu lieu, la réalisation de ce postulat marque le pas. La majorité bourgeoise du Parlement y oppose une fin de non-recevoir à caractère purement politique, absolument inacceptable. Pour bloquer cette impasse, les travailleuses et travailleurs soussignés des CFF et des compagnies privées demandent à la SEV de promouvoir, si possible d'entente avec les autres organisations affiliées à l'Union fédérative, une manifestation syndicale nationale pour l'introduction de la retraite flexible. Cette manifestation doit se tenir au cours des premiers mois de 1987."



## Actualité de l'affaire Mussolini :

### PÉTITION AU GRAND CONSEIL VAUDOIS

Il y a cinquante ans, le Conseil de l'Ecole des sciences sociales et politiques, les plus hautes autorités académiques de l'Université de Lausanne et le Conseil d'Etat vaudois tombaient d'accord pour octroyer au dictateur fasciste italien, Benito Mussolini, le titre de Docteur Honoris Causa (voir notre article en p. 11).

Contre cette mascarade et alors que les autorités vaudoises vont fêter le 450<sup>e</sup> anniversaire de l'Université de Lausanne, un comité pour le retrait du doctorat Honoris Causa de Mussolini a lancé une pétition.

Par cette pétition, les soussignés demandent au Grand Conseil d'user de son pouvoir pour que :

1. soit rendu public l'ensemble des pièces du dossier ayant amené à l'octroi d'un Doctorat Honoris Causa par l'Université de Lausanne à Benito Mussolini et que soit faite toute la lumière sur cette affaire;

2. soit reconnu le caractère non fondé, du point de vue scientifique et académique, de l'octroi d'un tel titre;

3. soit annulé par les autorités compétentes, politiques et académiques, le Doctorat en question.

**Comité d'action pour le retrait du Doctorat Honoris Causa de Benito Mussolini**

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

Date de naissance .....

Signature .....

A renvoyer avant le 23 avril à :

p.a. Librairie BASTA!, case postale 289, 1000 Lausanne 9.

## RÉPRESSION EN AFRIQUE DU SUD

**SOIRÉE D'INFORMATION**  
**vendredi 27 mars, 20h 15**  
Salle des Vignerons (Gare CFF)  
**LAUSANNE**

Après la projection d'un film sur Soweto, nous pourrions entendre les orateurs **Claire-Marie JEANNOTAT** et **Charlie BILL**.

Org. : Comité anti-apartheid Vaud (CAAV).

## LIBÉREZ WARSCHAWSKY

Cela fait maintenant près de quatre semaines que notre camarade Michel Warschawsky est emprisonné en Israël (voir *La Brèche*, No 380). Dirigeant de la LCR-Matzpen et animateur de l'agence de presse Alternative Information Center, Michel Warschawsky est victime de la répression pour avoir fait son métier de journaliste et informé l'opinion internationale sur la situation intolérable qui règne dans les territoires occupés par Israël. Un appel public, que nous publions ci-dessous et qui réclame la libération immédiate de Warschawsky, a déjà réuni les signatures d'une centaine de personnalités européennes. Dont notamment Yves Jouffa (président de la Ligue des droits de l'homme, France), Jean Ziegler, Pierre Vidal-Naquet (historien), Antoine Sanguinetti, Albert Jacquard, Dorothee Piermont (députée européenne des Grünen), Michaël Lanegan (sénateur irlandais)...

"La police israélienne vient de décider de fermer pour six mois l'agence de presse Alternative Information Center qui s'occupait de diffuser dans le monde entier des informations sur les territoires occupés par Israël. Son principal dirigeant, Michel Warschawsky, a été arrêté et emprisonné.

Les soussignés tiennent à alerter l'opinion sur la gravité de cet événement qui est une atteinte à la démocratie et aux droits des journalistes. L'arrestation d'un journaliste israélien connu pour ses positions hostiles à la politique de l'Etat d'Israël et son refus d'aller faire la guerre au Liban est contraire à l'idée que se font tous les démocrates du libre débat et du droit imprescriptible à l'information.

Les soussignés, qui ne partagent pas forcément les positions de Michel Warschawsky, demandent au gouvernement israélien sa libération immédiate."

**Signez et faites signer cet appel et envoyez à l'adresse de la rédaction (3, rue Chaucrau, 1003 Lausanne) vos signatures.**

## EL SALVADOR : UNE SECOUSSE DE SEPT ANNÉES

Sept ans après l'assassinat de Mgr Romero

**ASSEMBLÉE - DÉBAT**

Montage audiovisuel

**vendredi 20 mars, 20h 15**  
Maison du peuple (salle 4)  
**LAUSANNE**

Avec :

**Julio TORRES**, pasteur salvadorien, membre des communautés chrétiennes de base au Salvador. Il nous parlera de la situation du peuple salvadorien et des chrétiens au Salvador.

**Mike ZIELINSKI**, du CISPES (Mouvement de solidarité américain avec le Salvador). Il nous parlera des actions entreprises aux USA contre l'intervention au Salvador.

**Mô MASSARD**, du secrétariat Amérique centrale. Elle nous parlera de la solidarité en Suisse avec le Salvador.

Un membre de la **délégation paysanne fribourgeoise** nous parlera de ce qu'ils ont vécu en février dernier au Salvador.

Org. : Comité Amérique centrale de Lausanne.

Le mardi 24 mars, à 18h20, une messe sera célébrée à la mémoire de Mgr Romero en l'église du Valentin, à Lausanne.

Votation fédérale du 5 avril

**Révision de la loi sur l'asile et de la loi sur les étrangers :**

**NON et NON**

## SOMMAIRE

### EDITORIAL

Défense nationale : un gag !

### POLITIQUE

Fonction publique : les patrons montent à l'assaut

3

Initiative sur les crédits militaires :

grandes manœuvres

3

Elections bâloises : c'est vert !

8

Xidex (NE) : promotion à l'envers

8

### SOCIAL

Favag SA : chronique d'une crise... prévue

4

Satiricon

4

Journaux du dimanche : "Comme des footballeurs, le cachet en moins."

5

### DOSSIER

Crise et débat dans le PCF : Quelle

renovation pour la gauche ?

Extraits du manifeste des rénovateurs

6-7

### INTERNATIONAL

Procès Abdallah en France : du discours à

la réalité

9

**SALVADOR** : les jours de Duarte sont-ils

comptés ?

9

Irangate aux Etats-Unis : banditisme d'Etat

10

Notes internationales

10

### HISTOIRE

Il y a 50 ans à Lausanne : Honoris causa

mussolinien

11

### L'ÉVÉNEMENT

Politique d'asile et Deuxième Guerre

mondiale : bouclage à double tour.

Interview de H.-U. Jost, professeur

12

## abonnez-vous

### Abonnements à La Brèche :

une année, enveloppe ouverte 55.-  
une année, enveloppe fermée 65.-  
une année, étranger (Europe) 80.-  
abonnement de soutien 100.-  
abonnement d'essai (7 num.) 13.-  
(au lieu de 17 fr. 50)

### Rédaction, administration :

La Brèche  
3, rue Chaucrau  
1003 Lausanne  
021 / 20 98 49  
CCP 10 - 25 669

Editeur responsable C.A. Udry  
Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent :  
**prenez contact**

Parti  
Socialiste  
Ouvrier (PSO)  
section suisse  
de la IV<sup>e</sup> Internationale

### Adresses des sections romandes

Parti socialiste ouvrier (PSO) / La Brèche  
case postale 13, 2500 Bienne 4, 032 / 22 95 47  
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds  
case postale 28, 1700 Fribourg 6  
case postale 858, 1211 Genève 3, 022/20 68 02  
3, rue Chaucrau, 1003 Lausanne, 021/23 05 91  
case postale 82, 1020 Renens VD 1  
case postale 1532, 2002 Neuchâtel  
case postale 485, 1400 Yverdon

## Fonction publique à Genève :

**C'**est qu'ils ont le souci de l'égalité, les patrons ! Mais l'égalité à la Suisse, style AVS à 63 ans pour les femmes ! Ce n'est pas normal que certains bénéficient encore de la compensation intégrale du renchérissement ou d'une relative sécurité de l'emploi alors que d'autres risquent à tout moment de se retrouver au chômage. Aussi supprimons ces privilèges insolents des fonctionnaires ! Les privilèges des patrons ? Bizarre, on n'en parle pas.

Ainsi les patrons de choc et les chantres du libéralisme ont-ils lancé une initiative cantonale pour que les conditions de travail des fonctionnaires (horaires, vacances, etc.) soient votées par le Grand Conseil et soumises à référendum. Jusqu'ici, seules les revendications salariales passaient devant le Grand Conseil, les autres points étant négociés directement entre les associations du personnel et le Conseil d'Etat. Lors du dernier mouvement de la fonction publique, le personnel avait notamment obtenu les 40 heures pour janvier 1988 et la cinquième semaine de vacances pour 1989. Les patrons avaient alors amèrement reproché aux conseillers d'Etat chargés des négociations, le radical Ducret et le libéral Vernet, leur laxisme et leur faiblesse face aux pressions des organisations syndicales.

Quant à l'amélioration des prestations fournies par les

## Les patrons montent à l'assaut

services publics, elle n'entre pas dans les préoccupations patronales. D'abord eux, ils vont se faire soigner ailleurs. Proche du citoyen, certes, mais sans exagération ! Et ensuite, une "fonction publique proche du citoyen", cela ne veut pas dire amélioration des prestations, mais augmentation des rythmes de travail et du stress. Tant pis pour les usagers.

Par leur initiative, les patrons divisent les travailleurs en opposant le public au privé. Ils remettent en cause les prestations offertes aux usagers, les acquis des fonctionnaires et le système de négociations directes entre l'Etat-patron et le personnel. S'ils le font maintenant, c'est que le Conseil d'Etat lui-même leur a montré le chemin. En effet, officiellement pour légaliser le statut des fonctionnaires, mais surtout pour répondre aux attaques permanentes des patrons, le Conseil d'Etat a concocté, il y a plusieurs mois déjà, un projet de loi qui facilite grandement les procédures de licenciement des fonctionnaires (entre autres : on ne protège plus le personnel en cas de maternité, d'invalidité ou de suppression du poste ; on supprime l'obligation d'une enquête administrative en cas de licenciement ; on ne laisse aucune possibilité de réintégration après un licenciement abusif).

Aussi Ducret et Vernet espéraient-ils répondre aux critiques des membres de leurs partis qui leur reprochent leur manque de fermeté. Eh bien, cela n'a pas suffi. Les patrons veulent les mettre sous tutelle. Non seulement ils ont lancé leur initiative, qu'ils font d'ailleurs signer sur les lieux et pendant les heures de travail à leurs employés, mais encore tentent-ils d'en faire passer le contenu directement dans le projet de loi du Conseil d'Etat, actuellement en discussion au parlement. Vue la composition de ce dernier, l'initiative ne passera sans doute jamais devant le peuple. C'est comme si le Grand Conseil l'avait déjà adoptée !

Les associations du personnel sont mobilisées depuis que le projet de loi facilitant les procédures de licenciement a été présenté au législatif. Une pétition vient de réunir près de 6000 signatures, et une assemblée générale est organisée pour le 17 mars. L'attaque patronale donne une nouvelle signification à cette assemblée qui devra montrer la détermination du personnel et sa volonté de se battre. Les mesures de lutte doivent être à la hauteur des attaques patronales, c'est pourquoi il faut d'ores et déjà envisager le recours à des arrêts de travail, donc à une importante mobilisation sur chaque lieu de travail, dans chaque secteur. Les patrons n'ont pas encore réussi leur manœuvre !

A. Cachin

## Initiative sur les crédits militaires :

## GRANDES MANOEUVRES



Interfoto

"Entreprise de déstabilisation" si l'on en croit les galonnés et autres réactionnaires patentés. De quoi s'agit-il ? Une nouvelle guerre de l'ombre menace-t-elle la paisible Helvétie ? Non. Le 5 avril, l'initiative du PSS (Parti socialiste) pour le référendum sur les crédits d'armement<sup>1</sup>, que le PSO et d'autres forces pacifistes ont fait aboutir, sera soumise au vote. Pour la droite, c'est un droit démocratique de trop. Elle ne ménage d'ailleurs pas ses efforts pour mettre sous pression le PSS. Ceci d'autant plus qu'un récent sondage (*Tages-Anzeiger*, 28 février 1987) montre que 54 % des Suisses estiment qu'on dépense trop pour l'armée. Mieux : sur la question de la possibilité d'un référendum dans ce domaine, près de 53 % répondent favorablement. Des résultats encourageants pour une campagne active.

Décidée lors d'un congrès, cette initiative déposée en mai 1983 a bien failli s'ensabler définitivement. A la veille du délai de récolte en effet, le PSS avait péniblement engrangé 82 000 signatures. Il a fallu les 31 000 signatures apportées par le PSO et d'autres groupes pour dépasser la barre des 100 000. C'est dire si l'enthousiasme militant n'était pas au rendez-vous du côté des socialistes. La direction n'avait rien fait pour le stimuler, ce qui n'a pas l'air d'avoir beaucoup changé depuis.

### Y'a pas à hésiter

Moult raisons poussent à mener une sérieuse campagne contre les crédits militaires et le lobby qui est derrière. Un budget de quelque 4,5 milliards de francs - si on y ajoutent les dépenses induites par la défense nationale on arrive gaillardement aux 8 milliards - qui, pour la législature 1979 - 1983, a augmenté de 35 % par rapport à la précédente période. Rappelons que depuis 1975 les dépenses pour l'AVS et les caisses maladies ont, par contre, fondu d'environ 5 milliards. "Sacrifices patriotiques" sur le dos de qui ? Le major Otto Frey, président de la Société des officiers du canton de Zurich, a mis les points sur les i lors de l'assemblée générale de son association : premier temps, refuser massivement l'initiative; deuxième temps, pour une hausse des dépenses d'armement ce qui nécessitera "Une nouvelle organisation des dépenses de la Confédération" (*Le Matin*, 11 janvier 1987). Voilà la vraie menace.

Des militaires tout pétris "d'esprit démocratique" et largement ouverts au débat. Ecoutez Eugen Lüthy, chef de l'état-major général, s'adressant aux cadres de la Division presse et radio (Dipra) : "Dans le cas normal, c'est-à-dire aujourd'hui, l'information de l'armée et celle sur cette dernière s'inscrit dans la stratégie de la dissuasion.

(...) Une critique permanente n'augmente pas (...) la volonté de résistance" (*Le Matin*, 11 janvier 1987). On imagine à quoi peut ressembler une "information dissuasive" ! Et il ne parle là que du cas normal...

### LAPSUS

Les radicaux ont très intelligemment apporté eux-mêmes un argument de poids pour l'initiative sur les crédits militaires. Dans un article de la *Neue Zürcher Zeitung* (26 février 1987), deux conseillers nationaux radicaux écrivent ce qui suit en faveur de l'introduction d'un référendum facultatif en matière de construction nucléaire : "Si d'un côté les instruments de démocratie directe peuvent toucher à quantité de problèmes concernant peu de citoyens et d'un faible intérêt général, de l'autre toute une série de questions d'une grande portée émotionnelle et au contenu substantiel en sont exclues..." Les deux auteurs évoquent cet aspect pour s'en plaindre et ajoutent : "C'est la peur de la décision populaire qui conduit au rejet de ce nouvel instrument (le référendum facultatif, réd.)... Au siècle passé, il fallait beaucoup plus de courage pour l'introduction des droits populaires directs que pour leur extension aujourd'hui." Tout juste. Appliquons le même raisonnement aux dépenses militaires et pour une fois on sera d'accord avec les radicaux.

### C'est mou

Le PSS place toute sa campagne sous le drapeau rassurant "nous sommes pour la Défense nationale" et ne cesse d'en donner des gages à la droite. D'après lui, le référendum

sur les crédits militaires est en quelque sorte un moyen "pour renforcer notre défense" (Robbiani lors du débat aux Chambres). Certain en outre, et pas des moindres, s'engage carrément contre l'initiative. Exemple : Félicien Morel, célèbre "socialiste" fort apprécié des radicaux, qui a été jusqu'à demander à la Chancellerie fédérale de retrouver les listes de sa commune pour prouver qu'il n'avait pas signé l'initiative. Ou le conseiller aux Etats Meylan qui fait dans le stakanovisme lorsqu'il s'agit de se distancer de l'initiative.

Dans une interview au *Tages-Anzeiger* (25 février 1987), Helmut Hubacher, président du parti, marque lui aussi les bornes à ne pas franchir. "Il y a des groupes marginaux comme le Conseil suisse pour la paix, déclare-t-il, auxquels quelques uns de nos membres participent. Ce sont des idéalistes ou des fondamentalistes... Ils le font en leur propre conscience, mais ce n'est pas le PSS." Concernant les signatures indispensables apportées par le PSO, Hubacher précise bien dans cette interview : "En tant qu'initiateur principal, nous ne pouvions rien faire contre..." Alors une question : s'il avait pu faire quelque chose contre, quel aurait été le résultat ?

Dès l'automne passé, nous avons proposé au PSS de constituer un comité unitaire incluant tous les groupes intéressés pour mener une campagne active. La réponse fut malheureusement négative. Ce refus d'une unité pluraliste est un signe de plus du manque de volonté de mener une réelle bataille sur le problème. Nous avons néanmoins réalisés, en collaboration avec les forces de gauche, pacifistes et verte-alternative, un journal et une affiche nationale pour la votation<sup>2</sup>. La campagne est placée sous le signe "Pour une Suisse ouverte", mot d'ordre qui permet de combiner la défense du droit d'asile (la deuxième révision est également votée le 5 avril) et la lutte contre les dépenses d'armement et le militarisme.

P. Girardet

1. Précisons que ce référendum ne porterait que sur les dépenses d'investissement qui représentaient, en 1986, 48,5 % du total.

2. Pour aider à financer le matériel national, versez vos dons à Comité pour le référendum sur les crédits militaires, Bâle, CCP 40-2997-7.

Favag SA à Neuchâtel :

# CHRONIQUE D'UNE CRISE... PREVUE

A Neuchâtel, tout le monde parle des problèmes de Favag. Que s'y passe-t-il? Et pourquoi? Incompétence au niveau de la gestion? Marché bouché? Dérapage d'une réorientation de la production, alors que Hasler et la direction de Neuchâtel savent depuis plus de 10 ans que les centraux téléphoniques électro-mécaniques traditionnels produits à Favag pour les PTT seraient peu à peu remplacés par des centraux électroniques?

Pendant des années, Hasler a fait de Favag un véritable atelier de sous-traitance: production en masse des éléments des centraux téléphoniques traditionnels pour un client assuré — les PTT — et donc avec des bénéfices garantis.

## Un parc de vieilles machines

Que s'est-il passé depuis 10 ans, date depuis laquelle la crise actuelle était sinon planifiée, du moins prévisible? Certes, Favag a tenté quelques diversifications:

- \* une usine de circuits intégrés, (à Bevaix, NE), dont l'extension est prévue, mais cela concerne peu de monde;
- \* une usine d'injection plastique (Peseux, NE), mais qui pose plus de problèmes qu'elle n'en résout;
- \* une entreprise américaine rachetée pour permettre de produire à Neuchâtel des supports de circuits intégrés: un genre de production de masse plus viable à Taïwan qu'en Suisse.

Mais fondamentalement Favag est restée une usine composée d'une série d'ateliers dotés de machines démodées, une usine où il n'y a ni infrastructure, ni personnel qualifié pour la recherche et le développement et qui, par conséquent, a été incapable de concevoir des nouveaux produits assurant le passage harmonieux d'un type de production à un autre. Et ce n'est pas l'épisode folklorique de la vente clandestine (!) de machines américaines sophistiquées à l'URSS qui aura rehaussé le prestige de cette entreprise, pas plus d'ailleurs que les millions investis à fonds perdus dans l'installation d'une ligne de fabrication de diodes à l'usine d'Estavayer (FR), interrompue et démontée quelques mois après le début de la production, parce que l'affaire n'était pas rentable!

## Liquidez "en douceur"!

Telle était la consigne de Hasler Berne, régulièrement réitérée à l'intention de la direction de Favag qui s'est taillée une belle réputation de "maison qui ne licencie pas". Pourtant le personnel a passé en quinze ans de 1400 personnes à la moitié dans l'usine de Neuchâtel, et il est encore prévu une diminution de 150 personnes en 1987, sans préjuger de la suite.

Pourquoi tant de "précautions" et surtout comment s'y prend-on à Favag pour cette liquidation "en douceur"? D'abord, et c'est clair, il y a l'image à défendre: une entreprise qui travaille pour les PTT —

donc pour la Confédération — se doit de paraître sérieuse et soucieuse de son personnel. Liquider à l'américaine comme Xidex serait ici "impensable", comme diraient les chantres de la promotion économique qui, pour Xidex, ont bien dû déchanter...

Depuis deux à trois ans, Favag alterne menaces et chantage. Résultat: le personnel diminue "naturellement" (ou presque) et les conditions de travail s'aggravent:

- \* ceux qui travaillent aux pièces peuvent faire jusqu'à 180% du salaire de base. Comme il y a moins (et bientôt plus) de travail, l'entreprise propose un autre boulot avec un salaire fixe, jusqu'à 800 francs inférieur par mois, en précisant "c'est ça, ou la porte";
- \* les gens qui travaillaient aux pièces se font déplacer comme des pions, d'un coin à l'autre. On les fait nettoyer, creuser un trou ici ou là; on les envoie dans un autre atelier ou même à Berne, si ce n'est pas carrément dans une autre entreprise. Là encore, à prendre ou à laisser;
- \* de nombreux contrats sont rompus au profit d'un nouveau qui oblige à un travail en équipes, et pour les hommes parfois aussi de nuit. Oui? Non? à vous de savoir. Et qui, à 50 ans et plus, après 20 ou 30 ans d'usine peut se permettre de "choisir" le chômage? Le calcul est vite fait!

FAUT BIEN COMPRENDRE QUE QUELQUES LICENCIEMENTS AUJOURD'HUI PEUVENT SIGNIFIER DES INVESTISSEMENTS ET DONC DES EMPLOIS DANS LE FUTUR.

BIEN SÛR, ÉVIDEMMENT ON A TOUJOURS LA VIE DEVANT NOUS NON?



Pour les 150 personnes qu'il faut liquider cette année, Favag cache les menaces et les licenciements qui ont lieu de fait derrière quelques mesures à caractère social:

- \* retraites anticipées en versant 60% du salaire jusqu'à l'âge de la retraite, ainsi que l'AVS et la caisse de pension (part patronale et part ouvrière). Sont touchés: les hommes de plus de 62 ans et les femmes de plus de 59 ans;
- \* d'hypothétiques mesures de recyclage sont annoncées. Mais ici rien n'est encore clair ni précisé.

N'empêche que dans l'entreprise prédomine un climat de peur et d'angoisse: qui sera le (la) prochain (e) déplacé (e), contraint (e) au travail en équipes? Qui se verra avec un salaire baissé jusqu'à 18%? (voir *La Brèche*, no 380).

## Comment riposter?

L'exigence du développement de l'emploi est prioritaire. Mais elle n'a de sens que sur le moyen et long termes, car elle implique une politique d'investissements pour la recherche et le développement de nouveaux produits. Hasler a les moyens d'engager une telle politique (elle a accumulé d'importantes réserves financières). En aura-t-elle la volonté et la capacité? Ce qui est sûr — et la direction ne peut l'ignorer — c'est que le processus actuel de désintégration ne pourra être interrompu si des décisions ne sont pas rapidement prises dans le sens d'un développement de nouveaux produits.

Une autre exigence est celle, fondamentale, de la défense des conditions et d'horaires de travail qui respectent la santé des travailleurs et des travailleuses. Il faut absolument limiter, et non pas développer, le travail en équipes. Le travail de nuit doit être supprimé. Il y a aussi la question des salaires et, en particulier, celle des salaires de la catégorie F. Suite à la votation sur l'égalité des droits (juin 1981), la seule chose qui a changé à Favag est l'appellation: la catégorie "femmes" est devenue la catégorie F, mais les salaires des femmes restent de 20 à 30% inférieurs pour des travaux équivalents, voire identiques!

Ces revendications légitimes et essentielles resteront lettre morte si le personnel n'est pas mobilisé pour faire entendre sa voix face à la direction. Contrairement aux valeurs de beaucoup d'autres entreprises, il y a, à Favag, de nombreux syndiqué(e)s FTMH. C'est une force qu'il s'agit d'utiliser en positif. Ces derniers temps se sont tenues plusieurs assemblées numériquement massives et déterminées. Jusqu'ici cependant ni la commission du personnel, ni la direction de la FTMH n'ont su faire des propositions capables d'aller au-delà de la peur individuelle et de la grogne. Par manque de volonté politique. Le risque que le syndicat et la commission du personnel galvaudent la détermination ouvrière à Favag est réel. C'est en tout cas le sentiment amer de nombreux salariés de cette entreprise qui voient la commission et la direction syndicale s'engluer dans des négociations sans chercher à s'appuyer sur le personnel, prêt pourtant à être mobilisé pour gagner un rapport de forces plus favorable.

M. Perret

## SATIRICON



## POINT CARDINAL

Etre immigré slave aux Etats-Unis et naître dans la même ville qu'Al Capone, quelle scoumone! Sauf quand on est baraqué, qu'on a le coup de poing facile et qu'on est pas trop cloche en catéchisme. Comme le "petit" Paul Casimir, qui finit par trouver sa voie, pas si impénétrable que ça, du reste. Malgré son patronyme bizarre — Marcinkus — il se fit un nom parmi les organisateurs de voyage. En particulier pour les déplacements des personnalités avides de publicité évangélique (P.A.P.E.). Grand bagagiste devant l'Eternel et garde du corps de quelques entiarés successifs, il se fit apprécier. Pour le remercier, ils lui confièrent la gestion d'une vague banque, l'IOR (Institut pour les oeuvres de la religion). Ce qui nous permet de constater que si l'homme descend du singe, au Vatican, le financier descend du gorille. Chassez Darwin...

Mais le PC Marcinkus — à ne pas confondre avec un PC MacIntosh — comme tout bon Américain, n'est au fond qu'un

grand enfant. Il rencontre un type, Sindona, qui lui raconte des histoires impayables sur la mafia, ça lui rappelle Al Capone, il ouvre ses coffres: 80 milliards de lires en moins. Avec un autre, Calvi, le coup est encore plus foireux et soulage le Vatican de 241 millions de dollars. Depuis lors Calvi s'en repend lourdement sous un pont de Londres, alors que sa secrétaire a cessé définitivement de faire du véli-deltisme sans aile delta. Bref, comme le dit Libé: "la carrière de Mgr Marcinkus est jalonnée de scandales financiers, de troubles affaires, de morts suspectes." (27 février 1987) L'archevêque et gouverneur de l'Etat de la Cité du Vatican vient d'être inculpé par la justice italienne. Du coup le président de l'Institut pour les (basses?) oeuvres de la religion ne sera jamais cardinal. Il est vrai qu'avec ses trous financiers, son pendu et sa défenestrée, Monseigneur manquait singulièrement d'élévation.

E. Peter-Panter



Un central téléphonique, produit traditionnel de Favag.

Les journaux du dimanche sur le dos des travailleurs:

# "COMME DES FOOTBALLEURS, LE CACHET EN MOINS"

Par Franz Trummer, rédacteur en chef d'helvetische Typographia, organe alémanique du Syndicat du Livre et du Papier

"Le dimanche est toujours jour de fête pour moi: je laisse aller les choses spontanément, comme ça me plaît". Ainsi s'exprime Judith Stamm, conseillère nationale PDC, dans le numéro d'essai du *Sonntags-Zeitung* lancé par le *Tages-Anzeiger* de Zurich. Mais si Madame Stamm peut ainsi célébrer le jour du Seigneur et les vertus de la vie de famille, c'est bien parce que, du samedi soir au dimanche matin, des salariés (dont des pères ou des mères) ont dû bosser pour sortir ce journal! Des centaines de travailleuses et travailleurs de l'imprimerie doivent ainsi réorganiser leur vie, car la course aux journaux du dimanche est engagée: outre le *Tages-Anzeiger*, la *Züri-Woche* de Curti, en collaboration avec la *Basler Zeitung*, la *Berner Zeitung*, le *St-Galler Tagblatt* et le *Vaterland* se lancent dans un même projet. Une fois encore, les salariés doivent soumettre leur vie aux exigences de la production.

Disons d'emblée que la plupart des services de production du *Tages-Anzeiger* connaissent déjà le travail en équipe. Il implique de travailler tous les quatre, trois, deux ou même chaque dimanche! La plupart des travailleurs soumis à ce travail auraient, grâce aux nouvelles embauches et à la réorganisation des équipes que nécessite le lancement de la *Sonntags-Zeitung*, davantage de dimanches libres — ils n'auraient "plus qu'un" dimanche sur trois à sacrifier. Un progrès sans doute, auquel s'ajoutent de nouveaux postes de travail. Dans un département au moins, celui de la saisie des textes, le journal du dimanche serait effectué par des volontaires, presque tous à des postes à mi-temps.

## La valse des horaires

Mais voyons le revers de la médaille: pour bien des travailleurs, les samedis libres "où on peut laisser aller les choses comme ça me plaît" sont révolus. Au boulot un samedi sur quatre ou sur trois. Le tournus des équipes dans un département serait par exemple le suivant: une semaine de 40 heures de jour, puis une de nuit. Là-dessus, une semaine de 54 heures sur sept jours en alternant l'équipe de jour et l'équipe de nuit — un tunnel sans fin à donner des cheveux gris. Suit un lundi de "congé" où, après une telle semaine mammoth, on se sent autant d'énergie qu'une mouche assommée, avant de reprendre trois jours avec 24 heures de travail. Les dimanches, l'horaire comptera une heure de travail de plus que jusqu'ici. Les équipes de jour commenceront à 7 heures au lieu de 7h30 (finis les petits déjeuners en compagnie de ceux avec qui on vit).

Ce rythme exige de s'adapter de semaine en semaine. Le corps, la tête vont-ils suivre? Un collègue l'exprime très justement: "On va être soumis à la valse des cadences, comme des footballeurs — un sprint, repos, un long sprint, repos... Sauf qu'on n'aura ni les cachets, ni les longs congés entre les matchs".

Détail supplémentaire: le journal du dimanche paraîtra à Pâques et à Pentecôte. Adieu les week-ends prolongés!



La moitié refuse de bosser le samedi

En février 1986 déjà, la commission d'entreprise a remis à la direction une enquête faite dans le département de composition du *Tages-Anzeiger*. La moitié des répondants refusaient en toute circonstance de travailler le samedi soir. L'autre moitié ne l'acceptait qu'à certaines conditions: soit davantage de vacances, soit la semaine de cinq jours. L'écrasante majorité (97%) soutenait la commission d'entreprise exigeant que personne ne puisse être forcé de travailler le samedi et 81% appuyaient sa revendication d'être reconnue comme partenaire de négociation dans toute cette affaire.



La course aux journaux du dimanche... qui signifie le travail du week-end.

Mais la direction ne voulait alors manifestement pas entrer en matière sur les résultats pourtant clairs de cette enquête. A ses yeux, elle n'a par principe à demander à personne si elle peut ou non sortir un journal du dimanche. Les travailleurs concernés ne se seront sans doute pas contentés de cette réponse...



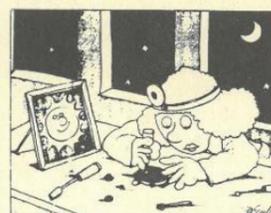
Plus de temps libre

Après l'été, les départements et la commission d'entreprise ont été informés de la nouvelle composition des équipes. Sur certains principes, la direction refusait toute discussion. Pas de choix volontaire: tout le monde peut être contraint de travailler le samedi soir. Pas de vacances supplémentaires. Quant à la semaine de cinq jours, elle sera simplement calculée sur la moyenne de plusieurs semaines.

A l'initiative de la commission d'entreprise, 80% des travailleurs à plein temps de la composition ont signé une pétition demandant que les travailleurs puissent au moins choisir entre une indemnité de 100% pour le travail de nuit du samedi ou davantage de temps libre. Même l'OFIAMT conseille de compenser le travail en équipe sous forme de jours libres! Ici encore, refus. On payera les indemnités car si les gens veulent compenser en jours libres, il faudrait embaucher plus de personnel (ce qui coûte toujours)...

La direction a signé l'art. 29 de la convention collective qui prévoit le droit de participation des travail-

leurs sur tous les changements structurels du processus de travail. Elle a donc discuté des nouvelles équipes avec la commission d'entreprise. Mais concrètement, seul un déplacement de 30 minutes pour le début et la fin des horaires était à débattre. Voilà comment on décide du capital le plus important des travailleuses et des travailleurs: leur santé, leur temps libre et leur vie familiale ou collective.



## Bientôt Noël derrière l'écran?

Pour nous, il s'agit désormais de mobiliser toutes les énergies des syndicats et de leurs membres pour empêcher ce retour aux horaires sauvages. Notre objectif doit être une journée de travail normale qui se termine à 17 heures au plus tard. Même aux journaux, le travail de nuit, nocif pour la santé, peut être considérablement réduit: une grande partie du travail qui se fait de nuit n'a rien à voir avec la production actuelle des journaux et pourrait être exécuté de jour. La journée de sept heures et la semaine de cinq jours, tel doit être notre but. Encore lointain peut-être, mais nous espérons au moins que ce récit de l'expérience du *Tages-Anzeiger* permettra de faire avancer les choses. Car dans ce monde des médias qui parlent chaque jour de politique, d'environnement et de scandales, un sujet est tabou: les conditions qui règnent aux échelons inférieurs de l'entreprise.

## QUI VA GAGNER LA COURSE ?

"Des deux journaux du dimanche, un seul à terme va survivre comme journal inter-régional." Ainsi juge Michael Haller, spécialiste des médias, la concurrence que se livrent le *Tages-Anzeiger* et la *Züri-Woche* de Curti pour gagner ce "crâneau" dominical. "Que vont faire les annonceurs du moment qu'il y aura au moins deux journaux du dimanche? Les budgets ne vont sans doute pas grossir", explique Urs Beer de l'agence de publicité Young & Rubican AG. Le *Sonntags-Blick*, qui existe déjà, va-t-il y laisser des plumes: "Non, pas seulement lui", rétorque Peter Kettiger de l'agence de publicité Zogg/Kettiger/Gasser en jetant un regard entendu au journaliste qui l'interroge: "Le *Tages-Anzeiger* pourrait aussi perdre des annonces" (TA, 23 octobre 1986). Ni la famille Coninx du *Tages-Anzeiger*, ni Beat Curti de la *Züri-Woche* ne savent donc s'ils décrocheront la médaille d'or qu'ils espèrent. Mais une chose est certaine: les travailleuses et les travailleurs qui devront produire ces journaux sont déjà du côté des perdants. Ils y perdent un pan de qualité de vie.

Va-t-on bientôt "fêter" Noël derrière l'écran ou la machine et boire le champagne du Nouvel-An à l'établi ou au bureau parce que les magnats de la presse veulent un journal à vendre 365 jours sur 365 et compter sans répit les sous qu'ils accumulent sur notre dos?

Franz Trummer

## DES HORAIRES FLEXIBLES SANS INDEMNITÉS ?

Un groupe de production important du *Tages-Anzeiger* ne s'est pas ouvertement exprimé alors qu'il est directement concerné par ces modifications d'horaires: les travailleurs de l'impression. La peur a certainement joué. Le nouveau système d'équipes allège pourtant leurs horaires: moins de dimanches fous, légère baisse du temps de travail. Certains se laissent peut-être aller par les fortes indemnités (100 o/o pour le travail du samedi soir et du dimanche selon la convention collective) qui font toujours quelques centaines de francs par mois. Mais les toucheront-ils toujours? Karl Lüond, rédacteur en chef du *Neue Sonntags-Blatt* du groupe Curti, en concurrence avec le *Tages-Anzeiger*, se plaint déjà des coûts du journal dominical: "A elles seules, les indemnités prévues par la convention collective doublent les coûts du personnel" (Print, No 47). L'association patronale réfléchit déjà comment s'ôter cette épine du pied. Si elle paie encore en grognant, il suffira d'une nouvelle crise et du chômage — qui viendront aussi sûrement que les saisons se suivent — pour qu'ils passent aux actes... Et on sera Gros-Jean comme devant: des horaires à la carte des patrons avec les indemnités en moins.

*"Le Communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel".*

(Karl MARX et Frederick ENGELS)

Les communistes s'adressent à tous les communistes:

Ce texte est une contribution au débat nécessaire à l'action des communistes pour enrayer le dépérissement de leur Parti et prendre leur part de révolutionnaires au mouvement de la société.

Ce texte, volontairement incomplet et problématique, est le fruit d'une démarche centralisée et collective. C'est un moment dans un processus. Son caractère ouvert et interrogatif le garantit contre toute utilisation par un groupe clos et stérile.

Etre communiste, être révolutionnaire, c'est dire "NON" à l'ordre établi, refuser ordre et désordre capitalistes. C'est, en même temps, être porteur d'une utopie concrète, le communisme, négation du capitalisme. C'est en même temps, affirmer sa volonté de penser, d'inventer, d'agir au cœur de la société existante pour la justice et la liberté, pour construire d'autres rapports au travail, et hors du travail, d'autres rapports entre les personnes et les groupes, d'autres solidarités collectives. Les tendances au communisme surgissent de la production moderne qui a besoin d'individus libres; l'organisation collective de la société a besoin d'individus libres pour progresser réellement.

Les valeurs centrales du communisme telles que l'égalité, le libre développement de chaque personne en tant que condition du libre développement de tous, la solidarité sont à l'œuvre sous nos yeux et constituent à la fois le but et le moyen de tous les grands mouvements sociaux, culturels, qui traversent la société.

#### Crise du capitalisme, luttes des classes/autogestion

La lutte des classes n'est pas moins vive qu'en d'autres temps, mais elle n'est plus ce qu'elle était. La résistance pied à pied à l'exploitation capitaliste demeure l'expression de la lutte des classes. Les communistes sont, avec d'autres, les animateurs de cette résistance: défense de l'emploi et du pouvoir d'achat, mais aussi combat sans concession contre toute forme de racisme, de chauvinisme, contre les tentatives d'instaurer un "ordre moral", contre toute atteinte aux droits, toute exclusion et toute inégalité au préjudice des femmes, des jeunes, des immigrés, des personnes âgées et des malades.

La crise du capitalisme, les révolutions scientifiques et techniques, la révolution dans les modes de circulation de l'information à tous les niveaux, de l'entreprise à la planète entière, ont fait naître d'autres pratiques et d'autres besoins individuels et collectifs que la seule, mais toujours vitale, reproduction de la force de travail.

La production moderne des richesses est marquée notamment par la crise du taylorisme et du fordisme. Aujourd'hui, dans les entreprises robotisées, dans les unités de gestion, partout, surgit la question démocratique. La démocratie est une nécessité vitale pour le développement et l'efficacité de la production, des échanges et de la gestion modernes. La démocratie est un besoin des femmes et des hommes d'aujourd'hui, les producteurs eux-mêmes. La nature du capitalisme contredit ces tendances et en même temps, doit en affronter la nécessité. La question démocratique, surgie dans les processus de travail, surgie de la crise du mode de production capitaliste, devient un enjeu quotidien de la lutte dans les entreprises. Ces réalités nouvelles, en train de naître, ne peuvent, ni être appréhendées, ni recevoir de réponses appropriées, conquérantes, sans un examen contradictoire, sans débat entre communistes et avec tous les salariés.

Les qualifications sont en train de changer. Les rapports avec le savoir, l'organisation du travail et ses finalités tendent à se modifier radicalement. Ce processus concerne tous les salariés mais il est marqué par d'énormes disparités. Les inégalités fondamentales de la société, et celles qui naissent de ce mouvement, rendent plus insupportables encore les anachronismes économiques, techniques, sociaux et culturels liés à l'exploitation et à l'aliénation.

L'autogestion est un enjeu moderne de la lutte des classes. L'auto-organisation de la lutte pour les revendications, pour les meilleures conditions de vie, pour les loisirs, pour une circulation de l'information à tous les niveaux de la vie sociale, sont sous nos yeux, la matérialisation de l'aspiration autogestionnaire.

Mais quelle est la nouvelle identité des protagonistes de la lutte des classes contemporaines? La crise du capitalisme et les mutations scientifiques tendent-elles à détruire, ou à modifier profondément l'ancienne classe ouvrière, et comment? Sous quelles formes, et avec quelles conséquences s'opèrent les changements dans les rapports entre "travail manuel" et "travail intellectuel"? Comment se constitue le groupe social des travailleurs intellectuels, chercheurs, universitaires, formateurs, ingénieurs, créateurs, etc... et quels sont les termes du processus d'alliance avec le monde des producteurs de richesses?

## Crise et débat dans le PCF :



# QUELLE RÉNOVATION POUR LA GAUCHE?

*Le Parti communiste français (PCF) traverse une des crises majeures de son histoire. Elle s'inscrit sur un arrière-fond de reculs électoraux, ponctués par les élections présidentielles de 1981, les européennes de 1984 et les législatives de 1986. La perte probable, lors des prochaines élections, de nouvelles municipalités touchera une composante décisive de l'appareil du PCF.*

*Le PCF se place donc sur la trajectoire électorale empruntée par d'autres partis communistes européens, en Belgique ou en Autriche, en Suisse ou en Hollande. Mais, à la différence de ces derniers, il dispose d'un nombre de membres encore fort important (officiellement 600 000; 300 000 selon les opposants), quand bien même ils sont souvent passifs et pris par le désarroi. En outre, ses liens avec le mouvement syndical — avant tout la CGT — lui donnent une tout autre assise sociale que les "petits partis frères".*

*Ces distinctions font aussi que l'écho de la polémique qui le traverse est sans commune mesure avec les crises et débats qui se sont emparés de multiples PC européens.*

*L'affrontement public entre la direction du PCF, symbolisée par Georges Marchais, et ceux rassemblés sous l'appellation de "renovateurs", dont le porte-parole le plus connu est Pierre Juquin, se déroule dans un contexte de réactivation des luttes sociales de résistance (étudiants, cheminots, instituteurs), toutes marquées par une forte tonalité d'auto-organisation (comités de grève, coordinations...). Ceci concrétise les enjeux d'un débat, qui, inévitablement, reprend aussi toutes les questions qui jalonnent les vingt dernières années: bilan de mai 68, union et désunion de la gauche, participation et politique du gouvernement d'Union de la gauche.*

*Mais la bataille ne se fait pas autour de seuls textes et manifestes. De fait, deux PC commencent à se profiler. C'est le cas à Brest et dans le Finistère; dans l'Hérault autour d'Antoine Martinez; dans la Meurthe-et-Moselle où Alain Amicabile, syndicaliste de la sidérurgie et animateur de l'opposition, se présente sans l'appui de son Comité fédéral aux élections cantonales partielles. La coordination des "renovateurs", qui ne se font pas grande illusion sur le "redressement" possible du PCF, appelle à la manifestation nationale unitaire du 15 mars contre le Code de la nationalité.*

*Sous sa forme interrogative, le Manifeste des renovateurs oblige tous ceux qui prennent au sérieux l'exigence de rupture avec le capitalisme d'engager un dialogue. C'est ce que nos camarades de la LCR, en France, ont fait. Nous publions ici des extraits de ce Manifeste. Nous en publierons d'autres et, aussi, les réponses faites par la LCR.*

**Comment le mouvement des femmes pour l'égalité économique, sociale, politique a-t-il modifié, et modifiera encore, enrichira, le mouvement général des travailleurs et de la société? Comment et avec quels effets, les luttes féminines ont-elles créé un rapport nouveau entre des terrains connus (salaires, droits) et ceux de la vie quotidienne? De quelle manière évolutive se pose la question du rapport de l'individu — femmes, hommes — avec la famille, le travail, la société? Comment affronter la question du droit à l'identité et/ou à la différence?**

Une part importante de la classe ouvrière est constituée de travailleurs immigrés, privés de droits civiques en France et quelquefois dans leur pays, mais soumis ici à une exploitation aggravée. Comment s'est effectuée leur intégration dans le monde du travail? Quels rapports nouent-ils avec les luttes de classe, avec la société française, avec les organisations du mouvement ouvrier? Et quels rapports aussi, la classe ouvrière française (avec son histoire et sa constitution d'immigrations successives dans certaines régions) a-t-elle noué avec les travailleurs immigrés dont le capitalisme a eu besoin dans ces trente dernières années? Quel rôle joue l'histoire coloniale encore récente au capitalisme français? Et quelles tâches en résultent encore pour le mouvement révolutionnaire?

Le monde du travail — peut-on l'appeler le "bloc historique des travailleurs"? — se recompose donc sous l'effet de processus anciens, plus récents ou naissant, toujours complexes et contradictoires. Cette recombinaison tend à modifier les vieilles formes de conscience de classe, tandis

que les nouvelles naissent au feu des luttes sociales et de l'expérience individuelle et collective. Les couches sociales, les groupes de travailleurs qui se mettent en mouvement ne sont pas forcément ceux qu'on attend selon des schémas traditionnels. Les raisons de ces mouvements, tant immédiates que profondes, tendent à modifier le rapport entre les revendications économiques et celles qui sont relatives au mode de vie, aux finalités sociales du travail, à la culture comme mode de connaissance et d'appropriation des réalités, au plaisir de vivre.

Non, décidément, la lutte des classes n'est plus ce qu'elle était!

#### L'ACTUALITÉ DE L'AUTOGESTION

Le POP (Parti ouvrier et populaire) organise une conférence-débat sur:

#### L'actualité de l'autogestion

avec Jacques Scheibling, géographe, membre du Parti communiste français (PCF) et du comité de rédaction de la revue *M*.

Mercredi 25 mars 20h30  
Maison du Peuple de Lausanne, salle 4

### Mouvement social/politique

Le rapport qu'entretiennent les Françaises et les Français avec la politique change. Pourquoi et comment?

Sans doute, la crise des institutions est latente, avec la perversion présidentielle de la République parlementaire, l'inachèvement voire la paralysie de la régionalisation et de l'autonomie communale. Cette crise des institutions, la complexité des rapports noués entre les centres de décisions politiques et la haute administration ou la haute technocratie gestionnaire, tout cela pose des questions nouvelles. Cette crise est un des aspects de la crise globale de la société française, de ses rapports avec la crise mondiale du système capitaliste et des valeurs qui le fondent.

Cette crise et les données nouvelles qui en découlent ne dispensent pas, au contraire, d'affronter la question de la propriété privée des grands moyens de production et d'échange. Mais comment dépasser aujourd'hui cette propriété privée, tant nationale que multinationale, si manifestement obstacle au progrès social, démocratique, à l'indépendance? Comment garantir que la nationalisation, ou toute autre forme de socialisation de la propriété privée des grands moyens de production et d'échange, ne soient pas détournés au profit d'intérêts contraires à ceux de la communauté des travailleurs? Comment l'entreprise peut-elle devenir un lieu de transparence? Comment la communauté des travailleurs peut-elle exiger et construire cette transparence? Des réponses existent, des expériences sont acquises, d'autres sont à trouver: Quelles sont aujourd'hui les réponses autogestionnaires aux défaillances, aux incapacités, à la crise de l'appareil de l'Etat et du mode de production capitaliste? Quels sont les moyens de conquérir et d'exercer de façon nouvelle le pouvoir politique? Comment affronter la crise de la démocratie représentative, dont un des traits est la tendance à l'abstention, et pas seulement dans les couches les plus pauvres, les plus démunies économiquement et culturellement? Autrement dit: quels contenus théoriques et pratiques donner au processus révolutionnaire?

La vivacité du mouvement social avant et après la victoire électorale de la droite en mars 86, devrait inciter à une lecture contradictoire de la réalité plutôt qu'à l'affirmation unilatérale et stérile du "glissement à droite de la société française". Ainsi:

Le refus du "tout-Etat", du dirigisme, n'est pas fatalement gage donné au libéralisme sauvage néo-reaganien. Il peut constituer au contraire l'expression progressiste de la volonté populaire et des possibilités concrètes de transformer la société par l'autogouvernement des citoyens. Il peut traduire les aspirations et nourrir la conquête d'un "toujours plus" de démocratie qui contredirait les tendances de l'Etat à la limiter.

La jeunesse, loin d'être modelée négativement par le capitalisme et la crise, s'est rassemblée sur des objectifs progressistes de libération individuelle, a créé des solidarités collectives nouvelles. La jeunesse refuse majoritairement la tentation xénophobe et raciste. Elle assume de façon créatrice le métissage de la communauté française. La jeunesse des lycées et des universités a remporté une victoire sur la droite, faisant franchir une étape importante à la lutte, toujours actuelle et nécessaire, pour l'égalité des chances, le droit aux formations scolaires, universitaires et professionnelles de son choix.

Le mouvement des cheminots, au début 1987, a démontré de façon éclatante le besoin de démocratie, d'auto-organisation, le refus des hiérarchies autoritaires et anachroniques (exprimé quelques semaines plus tard par les institutrices et les instituteurs), le lien vivant entre revendication professionnelle et organisation de la vie individuelle, fami-

liale, culturelle. En même temps, les bas-salaires — chez les cheminots, les instituteurs ou d'autres — sont un facteur décisif du mécontentement, du rassemblement des travailleurs et de leur mise en mouvement.

En même temps, ces mouvements tendent à dépasser les frontières entre la profession et la vie, entre objectifs partiels et phénomènes culturels collectifs qui touchent à la chanson, au sport, à la nature et à l'écologie, aux relations affectives, à la mode, aux vacances, etc...

Comment ces mouvements récents ont-ils apporté des réponses — et quelles réponses vivantes, contradictoires à tout ce qui met en cause le syndicalisme? Comment mesurer et affronter l'effort de la droite pour obtenir des syndicats qu'ils s'intègrent dans le système capitaliste en crise et abandonnent certains terrains de lutte, notamment sur les salaires? Comment satisfaire aujourd'hui l'aspiration si visible des travailleurs à un syndicalisme moderne et par conséquent démocratique et indépendant? Comment un syndicalisme moderne peut-il devenir ce foyer de démocratie que le surgissement des "coordinations" appelle?

Le mouvement de la société pose des questions concrètes et nouvelles: quels rapports se nouent aujourd'hui entre individualité et individualisme, égalité et égalitarisme, entre désir de réussite, d'épanouissement personnel et la solidarité? Comment contredire les efforts réels du capitalisme, de ses idéologues, pour réactiver le seul contenu réactionnaire des valeurs individuelles ou le désir de réussite? Tels sont les enjeux réels, lisibles dans le mouvement d'une société qui ne "glisse" pas fatalement "à droite".



### "Economisme"/besoins humains

Dans le système capitaliste en crise, l'"économisme" règne en maître. Au chômage massif, aux salaires dérisoires de l'immense majorité des ouvriers, des employés, des enseignants, on oppose de prétendues contraintes inéluctables. En réalité, le profit financier a la priorité sur tout: les besoins strictement économiques et plus encore les besoins humains. On voudrait enfermer les salariés dans le dilemme: chômage ou inflation. Pourtant le triomphe de ce faux choix, déjà à l'ordre du jour avant 1981, réactivé à partir de 1983 puis couronné en 1986 par la droite, n'a empêché ni la croissance du chômage, ni le recul du pouvoir d'achat, ni la désagrégation du tissu industriel. La réalité du capitalisme en crise c'est un immense gâchis, des projets avortés, des travailleurs brisés, des privations pour des millions de familles, des pertes de substances économiques et scientifiques, des régions ravagées.



Des centaines de milliers de communistes français...

L'extrême complexité de la crise, de l'imbrication de ses dimensions nationales et internationales, du poids de la crise financière et monétaire, de l'intégration de l'économie française dans les mécanismes de la C.E.E., conduit tout à la fois à la modestie et à l'audace radicale. Il n'y a pas de réponses simples, encore moins simplistes. Accepter d'en débattre c'est tenir pour acquis que le peuple de France est majeur, capable de comprendre que le monde a changé et qu'il faut le changer davantage et autrement. Y a-t-il une issue progressiste à la crise en dehors d'une rupture avec toute forme d'économisme? N'est-il pas essentiel aujourd'hui de définir des objectifs, de participer à des luttes, de les permettre et de les organiser en fonction d'une nouvelle détermination tendancielle: celle des besoins humains à l'échelle locale, nationale, européenne et planétaire?

Au centre d'une stratégie concrète de sortie progressiste de la crise, se trouve l'affirmation du droit au travail et au plein emploi impliquant une réorganisation de la société. L'alternative historique au chômage c'est le développement de la production des richesses en fonction de l'usage et de l'évolution des besoins, plutôt que de l'accumulation d'argent; c'est la diminution massive du temps passé à la production, du "temps de travail" combinée avec l'intégration à la vie active, donc rémunérée, des processus permanents de formation des salariés, jusqu'à leur retraite, voire au-delà; c'est la mise en rapport du temps de travail, du temps de formation et du temps que l'individu et les groupes tendent à investir de plus en plus dans le loisir, la création, la vie culturelle, la vie civique sous toutes ses formes. Comment s'articulent pour les générations présentes et à venir ces temps différents de la vie, et quels investissements la société doit consentir pour construire ce futur immédiat, pour que se détermine notamment le rôle de l'auto-organisation des individus et des groupes dans ces processus? Comment et avec quels moyens assurer l'insertion dans ce mouvement des générations victimes de l'absence de formations et de la destruction du tissu industriel qui avait nourri la culture professionnelle et sociale?

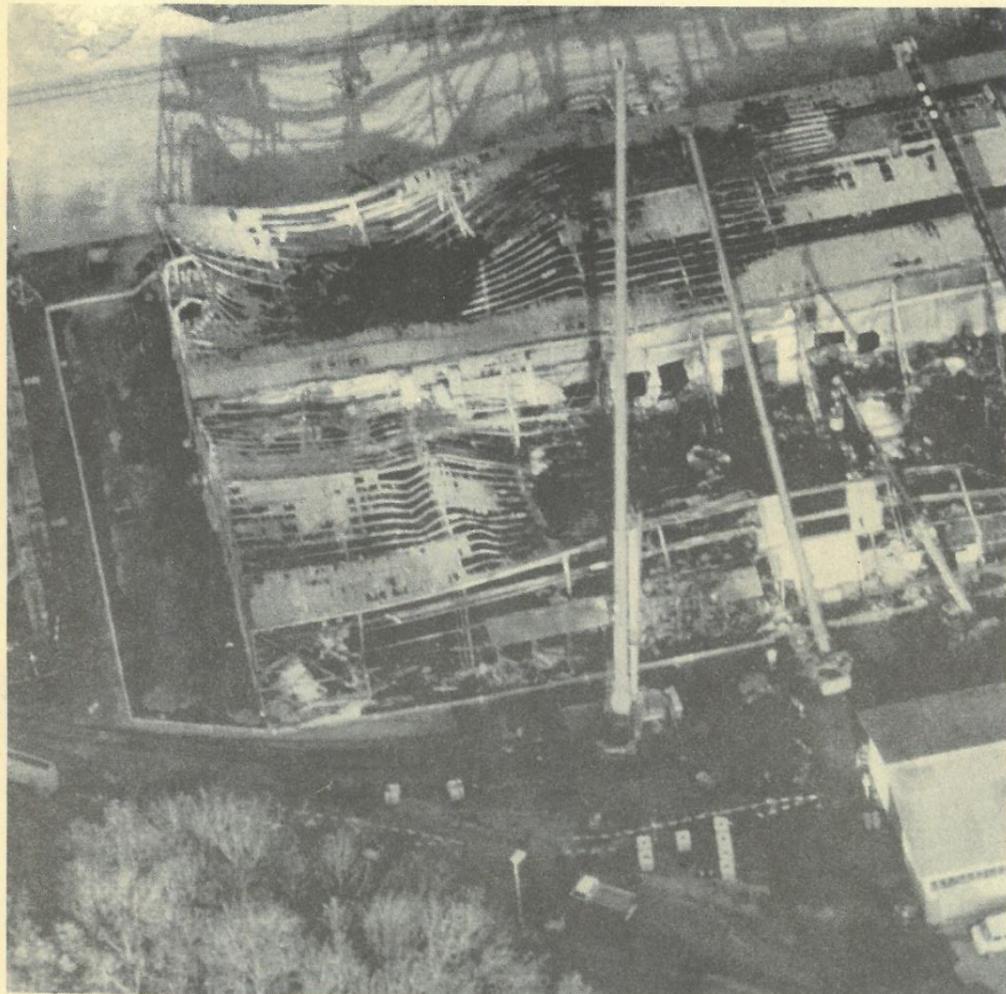
La sortie progressiste de la crise est inséparable de la capacité de la France à participer à la construction de nouveaux équilibres, de nouveaux rapports internationaux en Europe, dans le monde et notamment entre le "Nord" et le "Sud", celui de la faim, celui des pays pauvres et pillés. Une série de questions surgissent qui méritent débats et confrontations nationales et internationales. Comment combiner aujourd'hui l'indépendance nationale, la nécessité de "produire français" avec l'internationalisation du savoir, des techniques, de la communication? Comment combiner les traits nationaux de l'issue progressiste à la crise et la nécessité d'une issue également progressiste à l'échelle européenne, la nécessité de participer à l'issue de la crise des pays du "Sud" pauvre? Comment combiner les luttes nationales avec le théâtre européen du développement social et des luttes populaires? Comment affronter les contradictions d'une solidarité avec les peuples surexploités et les facilités relatives offertes au développement de ces pays pauvres et au marché des pays "riches" par la technologie et les investissements capitalistes?

Toutes ces questions sont très concrètes pour les salariés de toutes nos branches industrielles: mines, sidérurgie, automobile, navale, textile, pétrochimie, pharmacie, électronique, communication, etc. (...)



Pierre Juquin (le bras levé) à un comité central du PCF.

Elections bâloises :



Le 1er novembre 1986, un entrepôt de Sandoz est détruit par le feu : une des plus grandes catastrophes écologiques.

Les 21/22 février, les élections à Bâle-campagne ont créé l'événement. La liste de l'Alliance verte (Association des verts alternatifs, POCH et deux partis verts modérés; Bâle-Campagne ne connaît pas les appareillages de listes) décroche dix sièges et devient ainsi la quatrième force politique du demi-canton. Auparavant le POCH disposait de quatre sièges dans ce parlement. Un gain net donc de six sièges pour les verts.

Un résultat d'autant plus remarquable que pendant ce temps tous les partis traditionnels, à l'exception de l'UDC (voir encart), perdaient des plumes. Une première analyse de ce résultat.

Ce qui pousse Kurt Müller, conseiller national radical et journaliste, et son collègue journaliste mais stratège socialiste, Richard Müller, à commenter les élections bâloises est assez évident. Les partis traditionnels - du sois-disant rouge PS à la verte Alliance des Indépendants jusqu'au Parti radical éternellement gris - ont perdu des voix. En face, le grand vainqueur, c'est l'Alliance verte. La liste commune des verts alternatifs, du POCH et des verts modérés a conquis 12,4 % de l'électorat. En 1983, le POCH réalisait 6,9 %.

"Vert acceptable"

Le Müller socialiste est assez dur dans ses commentaires. "Les sociaux-démocrates doivent se rendre compte, écrit-il dans le *Volksrecht-Tagwacht* du 25 février, qu'ils ne peuvent compter sur une augmentation de leurs électeurs dans de pareille situation. Car sur leur palette politique, ils ne mélangent pas tous les verts. Celui qui ne veut afficher qu'une couleur verte trempe son pinceau sans prendre garde s'il attrape un vert de gauche ou de droite." Dans sa noire colère, Müller a de la peine à distinguer entre l'Action nationale (aux prétentions "écologiques") et l'Alliance verte. Sinon il remarquerait que le gain de voix de l'Action nationale vient loin derrière le succès de l'Alliance.

Par contre lorsque Müller déclare : "C'est en grande partie grâce au PS que le vert est devenue une couleur politiquement acceptable", il touche un coin de vérité. C'est

bien ce "vert-là", le "raisonnable", qui fait que la nouvelle façade écologique du PS ne lui attire guère de succès aujourd'hui. Ce "politiquement acceptable" signifie que les promesses du PS, qu'elles soient vertes ou "rouges" d'ailleurs, ne se traduisent que fort peu dans la réalité. L'attitude de feu Willy Ritschard, ex-conseiller fédéral, militant pour la construction de Kaiseraugst ainsi que ses projets fiscaux anti-sociaux des années septante ne sont pas encore oubliés. Aubert et Stich, les actuels socialistes du Conseil fédéral, ne représentent ici rien de plus crédible.

Ecologie et problèmes sociaux

Quant à notre Müller radical, lui aussi effleure un brin de vérité. Constatant ce succès électoral, il écrit dans la *Neue Zürcher Zeitung* (25 février) : "La pratique politique montre que l'unité (des trois groupes qui ont formé l'Alliance, réd.) sur des questions quotidiennes dépassent les différences sur des problèmes plus de fond." C'est évidemment pour mettre en garde les verts modérés et les adjoints à quitter cette alliance sulfureuse.

A notre avis, voici justement le point important de ces élections. Un point à méditer au-delà de Bâle-campagne. L'unité ne relève pas que de la tactique électorale, mais elle concerne également les tâches politiques quotidiennes. Dans cette alliance, il y a les verts alternatifs avec leur capacité de mobilisation et de poser des questions

de fond, comme ils le firent lors de la catastrophe de Sandoz. Il y a le POCH, marqué par son engagement pour la semaine de 40 heures, l'amélioration de l'AVS et sa lutte contre la construction de la centrale nucléaire de Kaiseraugst. On trouve encore les verts modérés de Bâle-campagne. Même s'il est vrai que certains, dans cette alliance, auraient volontier laissé tomber les problèmes sociaux au profit de la seule défense de l'environnement, il n'en demeure pas

LA RÉPARTITION

Le nouveau Grand Conseil de Bâle-campagne a la répartition suivante (sur un total de 84 sièges):

Parti radical (PRD)	23 (-1)
Parti socialiste (PS)	21 (-2)
Parti dém. chrét. (PDC)	12 (-1)
Alliance verte	10 (+6)
Union dém. du centre (UDC)	9 (0)
Evangéliques	4 (0)
Action nationale (AN)	4 (+3)
Alliance des Indépendants (AdI)	1 (-2)
Libéraux	0 (-3)

moins que l'attractivité de cette liste réside précisément dans la liaison faite entre questions écologiques et sociales et l'unité de ceux et celles qui se battent sur ces terrains.

Une attractivité qu'il s'agit maintenant de perpétuer au-delà de ces élections afin de faire sérieusement front à la politique de la droite. Si la gauche active et les verts alternatifs s'unissent dans un mouvement combatif, ils pourront peut-être convaincre, ici et là, des verts modérés de la substance de cette perspective. Ceci est l'idée du PSO qui s'est adressé dans ce sens aux autres organisations du courant rouge-vert actif (cf. *La Brèche*, nos 375, 377 et 379).

Xidex (NE) supprime 270 emplois :

Promotion à l'envers

Décidément l'avenir de la région horlogère est entre de bonnes mains. Le trust SMH d'un côté avec son obsession du travail nocturne; des multinationales genre Xidex de l'autre et au milieu un Conseil d'Etat aux petits soins des uns et des autres. Pourtant l'annonce par Sidex vendredi 27 février de sa fermeture pour le lundi 2 mars (270 emplois liquidés) fut une surprise pour tous ceux qui avaient, à droite et à gauche, chanté les louanges de la "promotion économique", sensée attirer des entreprises qui revitaliseraient le tissu économique du canton.

"Quand des entreprises viennent, elles sont dans une bonne partie attirées par la main-d'oeuvre qualifiée et bon marché ou bon marché tout court (...) D'autre part, des entreprises qui ne viennent dans le canton que pour le prix de la main-d'oeuvre s'insèrent mal dans le tissu industriel de la région. Ce sont donc des entreprises fragiles qui n'ont pas d'attaches structurelles dans la région et qui peuvent partir à la moindre fluctuation de la conjoncture (engorgement du marché, hausse du franc suisse...). Xidex est un exemple de ce genre d'entreprises."

Voilà ce que nous écrivions dans une étude critique, datée de janvier 1985, à propos de la politique de "promotion économique" à laquelle le PSO a été, dès le début, le seul parti à s'opposer. Non pas pour le plaisir pervers de faire des prévisions pessimistes mais pour fonder une politique de défense des intérêts ouvriers qui part d'une compréhension clairvoyante de la réalité.

Exonération fiscale et "climat social stable"

La "promotion économique", en réalité promotion des profits patronaux, consiste à offrir sur un plateau toute une série d'avantages pour appâter les capitalistes en mal de bénéfices sans aucunes garanties quant aux emplois créés. Xidex a bénéficié, aux frais du contribuable, de dix ans d'exonération fiscale sur les bénéfices, d'une caution sur un tiers des investissements, d'une prise en charge partielle des intérêts, d'une subvention à la création d'emplois de deux millions. Et en prime, le Conseil d'Etat garantit à tous les "Xidex" présents et à venir un "climat social stable" (dépliant publicitaire du Conseil d'Etat auprès des entrepreneurs étrangers).

Le gouvernement neuchâtelois, le chef du Département de l'économie publique en tête, le "socialiste" P. Dubois, va-t-il tirer la leçon de la décevante expérience de

Xidex? Que non! Le Conseil d'Etat espère faire venir en Suisse des entreprises du Sud-Est asiatique (Japon, Hong Kong, Corée du Sud). Ce qui signifie: "Quand nous importons la filiale d'une multinationale, nous ne pouvons pas accueillir une nouvelle technologie sans les méthodes de travail qui lui sont liées." (*L'Impartial*, 28 février 1987) Aussi le Conseil d'Etat, après avoir importé les méthodes américaines (Xidex travaillait 24 heures sur 24, sans convention collective, pour des salaires tournant autour des 2000 francs) s'apprête-t-il à accueillir le type d'exploitation en vigueur dans le Sud-Est asiatique? D'où son insistance pour l'introduction du travail de nuit des femmes, le travail 7 jours sur 7 et son silence sur le niveau des salaires.

Le PSO avait de longue date proposé un autre projet cohérent qui s'appuie sur la tradition industrielle de précision, sur le savoir-faire et la qualification des travailleurs/euses: la création d'une régie publique qui passe par la prise sous contrôle public d'entreprises clé pour le développement économique régional. Une telle entreprise publique pourrait prévoir un plan de diversification à long terme, en collaboration avec les écoles techniques et polytechniques déjà existantes. Cela permettrait de développer la qualification des travailleurs (par le recyclage), de sauvegarder les emplois et les salaires. Le Conseil d'Etat, lui, fait exactement le contraire. Il décide de refiler au privé le secteur de production rentable mis au point, après des années de recherche, à l'Observatoire cantonal de Neuchâtel!

Dans le cas de Xidex, l'urgence de la situation justifierait la reprise par l'Etat de l'unité de production existante pour éviter le démantèlement des machines et 250 chômeurs de plus. Dans l'immédiat, cette entreprise pourrait produire des disquettes pour le secteur public suisse en train de s'informatiser. P.-Y. Oppikofer



Xidex : 270 emplois supprimés.

Fritz Osterwalder

## Procès Abdallah en France:

**C'**est avec une facilité déconcertante que les médias amalgament les poseurs de bombes franco-français et le terrorisme proche-oriental. La coïncidence entre la décapitation d'Action directe et l'ouverture du procès de Georges Ibrahim Abdallah en fournit l'occasion.

A la différence de celle qu'utilisent les groupuscules européens, la violence des forces qui s'organisent de l'autre côté de la Méditerranée s'enracine dans le pourrissement d'une situation. Les ingérences répétées des puissances impérialistes, le détournement des ressources de la région, l'abominable condition imposée au peuple palestinien entraînent une explosivité sans issue. Les échecs subis par l'OLP ou les courants révolutionnaires arabes plongent des milliers d'hommes et de femmes dans le désespoir.

A sa façon, dans la déclaration lue devant ses juges, le leader présumé des FARL se fait habilement le reflet de ce contexte. Il a en effet beau jeu de dénoncer l'hypocrisie de ceux qui se réclament des "droits de l'homme", mais demeurent indifférents aux dizaines de milliers de victimes engendrées par l'invasion israélienne du Liban. Et il peut, non sans quelque raison, proclamer: "Ou bien il y aura la paix pour notre peuple arabe (...) ou bien il n'y aura la paix pour personne et nulle part."

## Du discours à la réalité

Reste qu'un pareil discours ne saurait faire avancer la cause de ceux que l'homme en procès prétend représenter. Si la lutte armée, quand elle émane des masses déshéritées contre leurs oppresseurs, est légitime, la violence aveugle frappant de façon indiscriminée des populations innocentes s'avère absurde et criminelle. Car, on ne contribue jamais à l'émancipation des exploités en les dressant les uns contre les autres. C'est néanmoins ce que fait Georges Ibrahim Abdallah en décrivant les "Occidentaux blancs aux yeux clairs" comme les auteurs de la guerre qui ravage le Proche-Orient.

A ses yeux, l'argument a sans doute l'avantage de justifier une campagne d'attentats qui se déroula en son nom. Aux nôtres, il le disqualifie, en estompant la responsabilité de ceux qui organisent et profitent vraiment du pillage des pays dominés: les consortiums, les trusts et les marchands de canons. Contre eux, les peuples de la planète n'ont pas d'intérêts divergents.

Loin d'affaiblir les classes possédantes, le terrorisme, sous la forme où il se manifeste en Europe, concourt au renforcement des arsenaux répressifs. S'il en fallait une preuve, les derniers jours se chargeraient de la fournir. Les leaders d'Action directe étaient à peine appréhendés que la droite incriminait notamment la loi d'amnistie de 1981. Au-delà d'objectifs électoraux, la polémique montre que, du côté de la place Beauvau, on rêve de pratiques mettant les justiciables à la merci d'un Etat tout-puissant.

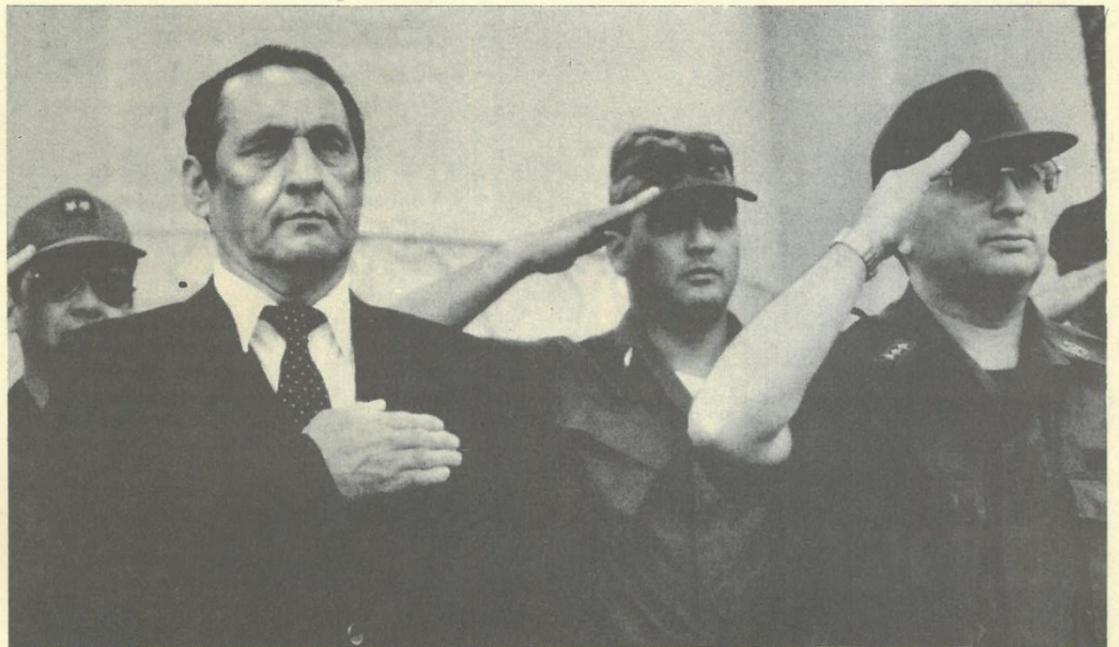
Les prémices d'une justice expéditive apparaissent d'ailleurs sous nos yeux. Sept magistrats professionnels remplacent en effet les jurés, au sein de la cour d'assises devant laquelle comparait Georges Ibrahim Abdallah. Cette conséquence de la loi antiterroriste du 9 septembre 1986 renoue avec la vieille pratique des juridictions d'exception. Si l'existence d'un jury populaire ne représentera jamais une garantie pour les accusés, elle limitait au moins les pressions du pouvoir dans les procès politiques. Désormais, les magistrats désignés par leur hiérarchie perdront tout droit à agir "au nom du peuple français". Mais les citoyens risquent d'en pâtir sérieusement.

Voilà qui devrait suffire à provoquer le sursaut de celles et ceux qui demeurent attachés aux libertés. Le rejet des dérives terroristes ne doit pas permettre à Chandon et Pasqua de tirer les marrons du feu.

Christian Picquet

## Salvador :

## LES JOURS DE DUARTE SONT-ILS COMPTES ?



Napoleon Duarte : sa base fout le camp.

Napoleon Duarte est-il en train de vivre ses derniers jours comme président du Salvador? C'en est pas impossible. Le président démocrate-chrétien a pu, pendant les premières années de sa fonction, s'appuyer sur quatre piliers: les Etats-Unis, l'armée, la base sociale du Parti démocrate-chrétien (PDC) et l'oligarchie (les industriels et les propriétaires terriens). Ces piliers, aujourd'hui, ne le soutiennent plus que dans une très faible mesure.

Duarte n'offre plus une très bonne image de marque internationale. Sa politique de bombardements de villages et de répression (60 000 morts en six ans) pourrait amener le Congrès américain à refuser le vote de nouveaux crédits à l'armée salvadorienne. Cela mettrait en difficulté le plan anti-insurrection qui vise à détruire les liens entre le FMLN-FDR et les organisations de masse par toute une série de moyens: villages stratégiques sur le modèle vietnamien, bombardement des villages rebelles, etc... Or ce plan, pour l'impérialisme, doit réussir. Pour obtenir le vote du Congrès, Reagan pourrait donc être amené à choisir une personnalité moins discréditée que Duarte.

### L'armée divisée

Deux courants se dessinent dans les forces armées salvadoriennes. Le premier, nationaliste, ne veut pas entendre parler des Américains et veut tout régler lui-même. On lui impute une quinzaine de tentatives de coups d'Etat. Le second courant, majoritaire, est fidèle aux USA. Dirigé par le chef d'état-major, Blandon, il tient entre ses mains le sort de Duarte. Détaillant: en échange du soutien de Blandon, Duarte a dû couvrir l'opération Phoenix. Cette opération militaire contre la région rebelle du Morazan avait pour but de porter un coup mortel à la guérilla, mais elle s'est soldée par un échec. Duarte a porté le chapeau, et a été accusé à cette occasion de violer les droits de l'homme.

### Remous à la base

Le PDC dispose d'une base sociale populaire, regroupée dans le

syndicat UPD (Union populaire démocratique, fondée en 1980). Duarte et ses amis américains veulent à tout prix préserver cette base sociale de l'influence de la gauche, regroupée dans l'Union nationale des travailleurs salvadoriens (UNTS). Pour ce faire, les Etats-Unis avaient fondé un institut appelé AIFLD, dont le but est de favoriser le développement de syndicats pro-américains en Amérique centrale. L'UPD est membre de l'AIFLD. Ses dirigeants, il y a quelques temps, sont même allés plaider devant le Congrès américain la cause de Duarte et de sa guerre contre le FMLN-FDR.

En échange de l'aide américaine, l'UPD devait soutenir Duarte dans les élections et appuyer sa parodie de réforme agraire. Mais la base de l'UPD ne l'a pas entendu de cette oreille. Elle a mis en avant ses propres revendications: ouverture du dialogue avec la résistance et lutte contre l'austérité. Cela place Duarte dans une position de plus en plus inconfortable. Sur sa droite, l'armée ne reste pas inactive. Elle a notamment saboté la troisième phase du dialogue avec le FMLN-FDR. Sur la gauche du président, l'impatience grandit. Le 21 février dernier, 60 000 manifestants de l'UPD et de l'UNTS dénonçaient le plan d'austérité du gouvernement.

### Fronde de l'oligarchie

L'oligarchie des industriels et des propriétaires fonciers forme la base du système politique salvadorien. Or elle se tourne de plus en plus contre Duarte. Pourquoi? Parce que le gouvernement a adopté en janvier 1987 une série de mesures qui ne plaisent guère aux riches: re-

crutement forcé de tous les jeunes, y compris ceux des familles riches, dans les forces armées; alourdissement de la fiscalité et réforme de la loi électorale. Ces mesures ont été adoptées sous la pression des Etats-Unis. Washington veut en effet que le Salvador supporte lui-même le poids financier de la guerre contre la résistance. Mais où trouver les fonds? Duarte aurait pu dévaluer la monnaie nationale, comme proposé par le FMI. Mais cette mesure aurait été perçue comme une véritable agression par les masses. De deux maux, Duarte a donc choisi le moindre. Mais les riches sont mécontents. Ils se plaignent notamment de l'impôt de guerre, qui touche en particulier les secteurs à haute intensité de capital.

Dans un communiqué daté du mois de janvier, l'oligarchie exige la destitution de Duarte. Début janvier 1987, deux tiers des parlementaires ont observé une grève du zèle qui a empêché le vote de l'état de siège et de crédits US à l'armée. Le 22 janvier, les capitalistes du secteur privé ont été plus loin encore: ils ont organisé une grève qui a paralysé l'activité économique du pays!

### Une alternative ?

Contesté sur sa droite et sur sa gauche, Duarte chancelle d'autant plus que son propre parti, le PDC, est profondément divisé en quatre tendances. L'une d'elles, la plus conservatrice - dirigée par un certain A. Rodriguez - défend bec et ongles les intérêts de l'oligarchie. Les succès politiques qu'elle remporte (même aux USA) ne sont pas étrangers aux réactions de panique de Duarte (un colonel des forces armées a ainsi été échangé contre 114 prisonniers politiques!). Dès lors, à Washington, on en est de plus en plus convaincu: Duarte doit faire ses valises. On le prierait de céder la place dès que le choix de son successeur sera tranché.

SDW

"Irangate" aux Etats-Unis :

# BANDITISME D'ÉTAT



Reagan reçoit de Tower le rapport de la commission d'enquête.

L'affaire iranienne, baptisée "Irangate", est un extraordinaire révélateur de la politique étrangère de Ronald Reagan, de ses motivations idéologiques, de ses financements souterrains et de ses acteurs occultes. L'"Irangate" aura mis sur la place publique la réalité de la politique étrangère de l'actuel président américain. Le scandale touche aux structures mêmes du système Reagan.

Garantir la suprématie des Etats-Unis, telle est l'unique idée directrice de l'administration Reagan. Pour cela, il faut s'attaquer sévèrement et continuellement à l'"Empire du mal": le communisme. Contre ce Satan, sa faucille et son marteau, tout est permis: des rencontres diplomatiques où Reagan fait preuve d'un pragmatisme mâtiné d'antisoviétisme aux coups bas où la toute-puissante CIA joue les gros bras.

Ainsi, quand Reagan accède à la Maison-Blanche, l'Amérique centrale est présentée comme s'intégrant au conflit Est-Ouest. La situation au Nicaragua, au Salvador et au Guatemala résulte d'une agression extérieure et non de conflits internes dus aux injustices sociales.

Il en est de même de toutes les explosions sociales à travers le monde. Selon les théoriciens de cette stratégie, tous les moyens doivent être utilisés car il s'agit d'une "guerre totale d'un nouveau type" contre les communistes. Sam

Sarkesian, l'un de ces théoriciens, l'explique ouvertement: "Les conflits de faible intensité ne s'accordent pas aux notions démocratiques de stratégie et de tactique. La révolution et la contre-révolution développent leur propre moralité et leur propre éthique qui justifient tous les moyens pour obtenir le succès. Survivre est la moralité fondamentale."<sup>1</sup>

## Sabotages, attentats, bombardements

Reagan emboîte le pas sans nuances. Il est toujours tenté de prendre des mesures "franchement punitives" contre "les alliés d'une puissance brutale et extérieure: l'Union soviétique". Faute de grands moyens publics, il se lance avec une équipe bien spéciale dans des opérations de sabotage et de déstabilisation du Nicaragua, organise des attentats au Liban, bombarde la Libye. Un véritable banditisme d'Etat!

A la base de ces opérations, on retrouve toujours les mêmes hommes, North, Poindexter, Casey (tous membres du Conseil national de sécurité), les mêmes méthodes et les mêmes réseaux. La Maison-Blanche a fini par mener sa politique étrangère en s'appuyant sur des organismes parallèles comme le CNS ou la CIA. L'"Irangate" n'est, de ce point de vue, qu'une affaire parmi d'autres.

Dans la presse américaine, les révélations tombent. Ainsi, selon le *New York Times*, les bombardements américains en Libye visaient à tuer Kadhafi et les "preuves" liant ce dernier aux terroristes responsables de l'attentat contre la discothèque de Berlin avaient été fabriquées par William Casey, le directeur de la CIA.

Quelques mois auparavant, les mêmes hommes voulaient envahir la Libye avec la participation de l'Egypte. Seul le retrait de l'ambassadeur américain dans ce pays a pu faire arrêter l'opération. Selon le numéro deux de la CIA, il s'agissait de "remodeler la carte de l'Afrique du Nord". Pas moins!

Dans la même veine, la CIA a recruté une milice au Liban. Quatre mois après, une bombe explosait au siège du Hezbollah, le parti des intégristes chiites. Quatre-vingt-six morts, mais le chef spirituel de ce mouvement en réchappa.

## Les complices de la Contra

Ce terrorisme d'Etat n'est pas réservé au Moyen-Orient. Le lieutenant-colonel North, cheville ouvrière du Conseil national de sécurité, est aussi obsédé que Reagan par le Nicaragua. On sait aujourd'hui comment le Pentagone vendait des armes à vil prix à la CIA qui, par l'intermédiaire d'Israël, les revendait à l'Iran. Ce qui permettait de faire de jolis bénéfices destinés à la contra nicaraguayenne.

On sait moins que de hautes personnalités de l'administration Reagan ont parcouru le monde à la recherche de fonds. William Casey

alla lui-même voir le roi d'Arabie Saoudite, porteur d'une lettre signée personnellement par Reagan et d'une promesse de vente d'avions-radar AWACS. Le sultan du Brunei reçut, de même, la visite du sous-secrétaire d'Etat chargé des affaires interaméricaines. En outre, ces réseaux de soutien financier à la guérilla antisandiniste mobilisent de nombreux milliardaires américains.

Les sommes ainsi ramassées furent colossales: 400 millions de dollars. Elles permirent de contourner l'interdiction émise, à cette époque, par le Congrès de toutes les aides directes à la contra, demandées par la Maison-Blanche. Lorsque le Congrès changea de position, quelque 100 millions de dollars (dont 70 millions d'aide militaire) se rajoutèrent à ce pactole.

Mais l'aide des "faucons" de la Maison-Blanche ne se limita pas au financement. En avril 1984, une rencontre eut lieu à Washington avec le directeur du ministère des Affaires étrangères israélien. Peu après, le colonel Enrique Bermudez, chef d'état-major de la contra, déclarait à la télévision américaine que "les contras sont équipés d'armes soviétiques venues d'Israël et saisies à l'OLP au Liban". La chaîne de télévision précisait aussi qu'"Israël a armé un quart des forces antisandinistes à la demande du gouvernement de M. Reagan." Les Etats-Unis offrirent officiellement une formation spéciale aux officiers de la contra à la base des bétets verts d'Eglin en Floride.

## Des hommes dangereux

La guerre spéciale atteint son apogée en février 1984 quand des équipes spéciales de la CIA s'employèrent à miner les principaux ports nicaraguayens. Cette opération fut personnellement approuvée par Reagan, sur les recommandations de Robert MacFarlane, conseiller pour la sécurité nationale.

Parallèlement était édité le manuel de sabotage confectionné par la CIA pour la contra, ouvrage qui devait provoquer un scandale au Congrès.

Bref, les opérations se multiplièrent jusqu'à la capture d'Eugène Hasenfus, un Américain dont l'avion fut abattu par l'armée nicaraguayenne. L'appareil appartenait à la Southern Air Transport, une société aérienne écran de la CIA. Les déclarations de cet Américain permirent de remonter la filière des mercenaires engagés aux côtés des contras. Elle remontait directement, ce qui n'est guère surprenant, au lieutenant-colonel North et à Georges Bush, vice-président des Etats-Unis et directeur de la CIA en 1976 et 1977.

La liste de ces coups de main est loin d'être exhaustive. Elle n'en constitue pas moins la trame de la politique étrangère de l'administration Reagan. Une politique dangereuse, menée par des hommes dangereux. Et une politique pratiquée en toute illégalité au regard du droit américain et du droit international. Pour avoir miné les ports du Nicaragua, les Etats-Unis ont officiellement été condamnés par la Cour internationale de justice de La Haye. Par la suite, grâce à Reagan, les Etats-Unis ont violé ouvertement les termes du jugement de cette cour, pourtant reconnue à l'échelle internationale. L'envoi de mercenaires pour participer à une action militaire viole aussi la loi américaine sur la neutralité. La Maison-Blanche n'en est guère traumatisée!

L'affaire iranienne aura eu au moins ce mérite: mettre sur la place publique la politique étrangère de l'actuel président des Etats-Unis. Le scandale n'en est que plus important. Il touche aux structures mêmes du système Reagan.

Loïc Loste

1. "La nouvelle doctrine d'intervention militaire", Michael T. Klare, in *Le Monde diplomatique*, mars 1986.

## NOTES ... NOTES ... NOTES ... NOT

### PÉROU :

#### MANIFESTATIONS ÉTUDIANTES

Les mobilisations étudiantes se succèdent depuis une semaine au Pérou contre la politique de répression d'Alan Garcia. Dans le cadre de sa politique "antiterroriste", le gouvernement péruvien tente, en effet, de museler le mouvement étudiant. Profitant du climat créé par les actions armées du Sentier lumineux, Alan Garcia a décrété partout des mesures d'exception: arrestations arbitraires, détentions. Le 20 février, 150 étudiants de Lima ont été ainsi arrêtés à la suite d'une manifestation.

Amnesty International vient, par ailleurs, de dénoncer les excès commis par les forces policières dans les prisons péruviennes. Des révoltes, écrasées dans le sang, avaient éclaté dans les principales prisons du pays où se trouvent des centaines de prisonniers accusés d'appartenir

au Sentier lumineux. Ceux-ci ne jouissent d'aucun droit, ni du statut de prisonnier politique.

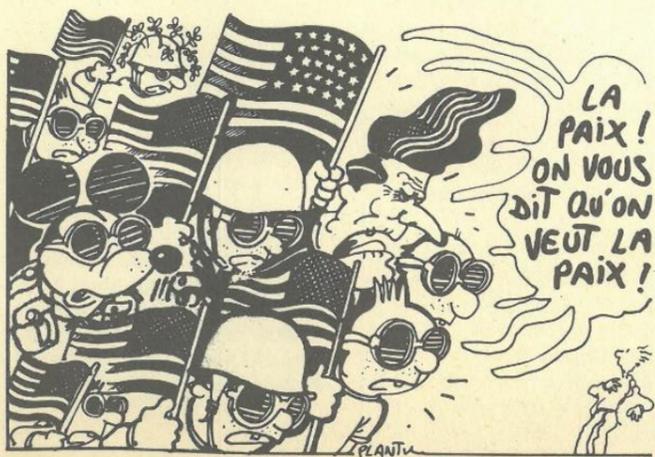
### BRÉSIL :

#### SUSPENSION DE PAIEMENT

Les mobilisations, suscitées par les mesures d'austérité du plan Cruzado de Sarney, ont amené celui-ci à annoncer que le Brésil ne pourrait pas payer les intérêts de sa dette extérieure pour un temps indéfini.

Sarney se voit ainsi contraint d'appliquer temporairement le "moratoire" demandé par les organisations syndicales et populaires.

C'est une victoire de la mobilisation populaire, mais il ne faut pas se méprendre: Sarney ne tente que de gagner du temps, de continuer les négociations avec les banques nord-américaines et surtout de retrouver un appui populaire perdu lors de la mise en pratique des premières mesures d'austérité.



Il y a cinquante ans à Lausanne :

# HONORIS CAUSA MUSSOLINIEN

Cette année, tout ce que le canton de Vaud compte de "notabilités" fêtera le 450<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de l'Université de Lausanne. Il est cependant un anniversaire dont les officiels feront peu mention : un cinquantenaire. En mars 1937 en effet, l'université de Lausanne décerne à Benito Mussolini un doctorat honoris causa...

Claude Cantini, auteur de l'article ci-dessous (les intertitres sont de la rédaction), retrace cet événement. Passionné d'histoire contemporaine, Claude Cantini a déjà publié plusieurs études sur le fascisme dont *Le fascisme italien à Lausanne, 1920 - 1943* (Editions CEDIPS, 1976).



Mussolini étudiant à Lausanne.

C'est le professeur Pasquale Boninsegni (président de l'Ecole des Sciences sociales et politiques et membre actif du Fascio italien de Lausanne), profitant des Fêtes du 4<sup>e</sup> centenaire de l'université et d'un don bienvenu effectué par Mussolini (1000 francs), qui a lancé l'idée d'offrir au dictateur un diplôme. Une idée vite approuvée par le vice-président Arnold Reymond et par le Conseil d'Ecole (avec une seule opposition). La Commission universitaire (le rectorat de l'époque) suit à son tour, après avoir obtenu sans difficulté le nihil obstat du Conseil d'Etat vaudois et plus particulièrement celui du chef du département de l'Instruction publique, Paul Perret. Le *Droit du Peuple* socialiste, alerté par l'apprenti de l'imprimerie où est en train de s'imprimer le texte de l'adresse, est le premier journal à publier, le 2 mars, la nouvelle.

**La Gazette de Lausanne applaudit**

Deux jours plus tard, le *Droit du Peuple* écrit : "Benito Mussolini, dictateur de Rome, docteur honoris causa de Lausanne ! Mussolini, civilisateur de l'Abyssinie; Mussolini le protecteur de ceux qui, à l'Université de Salamanque, jetèrent à la face de Unamuno le seul mot d'ordre possible de toutes les dictatures fascistes : "Mort à l'intelligence". Mort à tout ce qui est vie, mort à tout ce qui est esprit ! Mussolini docteur honoris causa de Lausanne !"

Ces attaques plus que justifiées obligent la libérale Gazette de Lausanne à sortir d'une réserve d'origine électorale qui frappe toute la presse bourgeoise du canton de Vaud : "L'ancien étudiant

auquel les destins ont réservé une prodigieuse ascension, s'est toujours rappelé l'enseignement et l'enrichissement spirituel qu'il avait trouvés dans notre ville. A différentes reprises, il a rendu à l'Université des témoignages de son souvenir et de sa reconnaissance. Notre Université n'avait-elle pas le droit et le devoir d'honorer à son tour celui qui, dans le domaine des sciences sociales, a fait de grandes choses et a tracé un sillon que l'Histoire n'oubliera point ? Entre cent oeuvres sociales qui ont été entreprises par M. Mussolini, est-il nécessaire de signaler celle des Marais Pontins ? Quel est le sociologue théoricien qui a une oeuvre plus importante à son actif ?" L'oubli est, dans ce cas, facile autant que malhonnête : l'assainissement de la Campagne romaine a été commencé, des décennies auparavant, par les Papes; il ne s'agit donc au mieux que d'une conclusion des travaux.

**"Une conception sociologique originale"**

En avril une délégation universitaire - comprenant le recteur et doyen de la Faculté de théologie Emile Golay, le chancelier Frank Olivier et le professeur Boninsegni - se rend à Rome où, après la lecture de l'adresse académique, elle remet au Duce le diplôme de docteur honoris causa ès sciences sociales.

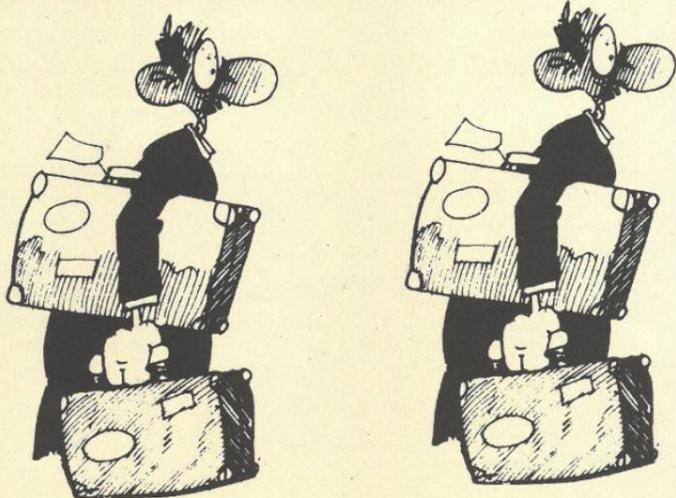
Les textes du diplôme et de l'adresse de l'université (issus de la plume généreuse du professeur Reymond) considèrent le fascisme comme "une organisation sociale qui a enrichi la science sociologique et qui laissera dans l'histoire une trace profonde, (une) oeuvre de rénovation sociale grâce à

laquelle vous avez, en supprimant la lutte des intérêts de parti, rendu au peuple italien le sentiment vital de sa cohésion spirituelle, économique et sociale, (...) une oeuvre qui représente un effort des plus typiques pour surmonter la crise morale et économique dont chaque nation souffre actuellement, (...) une conception sociologique originale." Vraiment de drôles de démocrates ces universitaires vaudois (sauf les sept qui ont protesté) ! Les mêmes textes contiennent aussi des affirmations qui frisent l'escroquerie morale : "ancien étudiant à la Faculté de droit", "cette Ecole (des sciences sociales et politiques) dont vous avez suivi les cours", "c'est votre maître, Pascal Boninsegni, le seul de vos anciens professeurs encore en fonction." En fait : l'affirmation tardive du professeur Pareto (qui a adhéré au fascisme), suivant laquelle Mussolini a pu suivre ses cours, est contestée aujourd'hui par Giovanni Busino; le professeur Boninsegni a commencé à donner des cours en avril 1905, soit plusieurs mois après le départ définitif de Mussolini de Lausanne; la seule immatriculation universitaire lausannoise au nom de Mussolini concerne la Faculté des lettres et elle est limitée à la période avril - juillet 1904.

Aujourd'hui, le plus petit bon sens devrait pousser les responsables universitaires à une simple autocritique. Mais c'est fort probablement déjà trop leur demander... A moins qu'ils n'y soient obligés (voir en page 2 la pétition lancée à ce sujet).

Claude Cantini

**ALLEZ-Y  
VOIR  
VOUS-MÊMES  
!**



**À LAUSANNE  
SAMEDI 21 MARS  
14 h - place St-François  
À LA MANIFESTATION  
CANTONALE  
POUR LA DÉFENSE  
DU DROIT  
D'ASILE.**

# L'événement

Politique d'asile et  
Deuxième Guerre mondiale :

# BOUCLAGE A DOUBLE TOUR

\* ENTRETIEN AVEC H.-U. JOST, PROFESSEUR D'HISTOIRE \*

A la veille de la votation sur la 2<sup>e</sup> révision de la loi sur l'asile, il n'est pas inutile de rappeler ce que fut la politique suisse à l'égard des réfugiés durant la terrible période de la Deuxième Guerre mondiale. S'il est vrai qu'à la fin de la guerre la Suisse hébergeait 100 000 réfugiés, la fermeture des frontières fut quasi totale au moment où l'accueil était le plus nécessaire et aurait sauvé des milliers de vies humaines. On constate, par ailleurs, que l'arsenal anti-réfugiés (avec ses connotations racistes) est patiemment élaboré au cours des décennies vingt et trente. Enfin relevons, avec Hans-Ulrich Jost, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Lausanne<sup>1</sup>, qu'une série "d'arguments" utilisés par les autorités d'alors nous sont resservis aujourd'hui pour faire passer une révision qui liquidera toute espèce de "droit à l'asile" en Suisse.

**La Brèche : Comment caractériseriez-vous la politique suisse à l'égard des réfugiés au cours des années trente et quarante ?**

Hans-Ulrich Jost : Rappelons au préalable la mise en place d'une série de mesures ayant permis, par la suite, cette politique dure à l'égard des réfugiés. En 1917 est créée la Police fédérale des étrangers déjà dirigée par H. Rothmund. Puis dans les années vingt apparaissent d'une part des initiatives xénophobes, qui seront rejetées en votation populaire, et, d'autre part, une modification de la loi sur les étrangers (1925). Avec cette modification législative et la Police fédérale, les moyens nécessaires pour la politique des années trente et quarante sont sur pied. Au cours de cette décennie du reste, un durcissement du discours de la droite accompagne les mesures anti-réfugiés. Des mesures toujours à petites doses. Le 20 avril 1933, par exemple, le Département de justice et police souhaite dans une circulaire un contrôle plus sévère des étrangers et le refoulement des réfugiés communistes sans papier.

Je ne peux pas refaire ici toute l'histoire de ces années-là. Mais je crois qu'une autre étape importante furent les directives de 1938, juste après l'annexion de l'Autriche au III<sup>e</sup> Reich (l'Anschluss), qui exigeaient de tous les étrangers arrivant en Suisse la présentation d'un visa et, la même année, l'obligation du fameux tampon J sur les passeports des Juifs allemands. Donc, dès avant

l'éclatement de la guerre, les mesures du Conseil fédéral sont très claires : un contrôle rigide des réfugiés qui s'annoncent.

Le contrôle est sévère, mais on accepte encore des réfugiés. Au printemps 1940 - le palier suivant dans cette politique - le Conseil fédéral instaure des camps de travail pour les réfugiés. On sait aujourd'hui que le régime en vigueur dans certains de ces camps était particulièrement dur. La situation se corse encore en 1942.

## ANTISEMITISME

En 1938, H. Rothmund, chef de la police des étrangers, écrit : "Nous avons pris une position nette dès le début de l'existence de la police des étrangers. Les Juifs ainsi que les autres étrangers sont considérés comme un danger quant à la surpopulation étrangère. Par des mesures systématiques et circonstanciées, nous avons réussi à éviter un enjivement de la Suisse." Belle mentalité ! (Cité dans "Menace et repliement", Hans-Ulrich Joste. In *Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses*, t. III, p. 103.)

Au printemps, les nazis entament leurs grandes campagnes contre les Juifs. Cela se traduit évidemment par un afflux plus important aux frontières suisses. C'est alors que Rothmund, en août, décrète, avec l'accord du gouvernement, la

fermeture totale des frontières. Et il est bien précisé que, même en cas de danger de mort pour le requérant d'asile, le refoulement doit être exécuté. C'est de cette époque que date la célèbre formule : "la barque est pleine".

**\* Justement, "la barque était-elle pleine" ?**

- J'ai essayé de me faire une idée quant aux sommes dépensées pour "l'entretien" des réfugiés et le problème éventuel qu'ils auraient posé du point de vue du ravitaillement. Il est vrai que, durant la guerre, la quantité de calories à disposition pour chaque citoyen était fort modeste. Mais comparée aux pays voisins, il était tout à fait possible de nourrir davantage de gens en Suisse. Lorsque le conseiller fédéral Von Steiger lance la formule "la barque est pleine", un pasteur zurichois a répondu : "aussi longtemps qu'on nourrit des chiens en Suisse, on peut nourrir des réfugiés."

Concernant la charge financière occasionnée par la présence des réfugiés, c'est minime. Cela n'équivaut même pas à 1 % de ce qui a été dépensé pour l'armée durant la même période...

**\* Avec cette formule était également avancé l'argument selon lequel le peuple suisse aurait réagi très violemment en cas d'afflux supplémentaire de réfugiés. Qu'en pensez-vous ?**

- Tout au long du vingtième siècle, notamment à partir de la Première Guerre mondiale, on constate en effet dans de larges couches de la population, politiquement située à droite, le développement d'une méfiance, voire d'une haine, à l'encontre de deux catégories de réfugiés potentiels. D'une part le réfugié communiste, l'anarchiste, celui qu'on a vu durant la première guerre comme un réfractaire; d'autre part les Juifs en provenance de l'Europe de l'Est. Je crois que ce dernier sentiment était assez profond. On trouve, par exemple, dans un manuel sur

l'économie publique suisse (Handbuch der schweizerischen Volkswirtschaft), publié en 1939 et réputé scientifique, cette distinction entre les Juifs des pays de l'Ouest, assimilables et acceptables chez nous, et ceux de l'Est, inacceptables parce que ne correspondant pas à "notre essence nationale". Cette phraséologie raciste est effectivement utilisée en Suisse. Par la suite s'opère la combinaison entre les deux : le Juif de l'Est est en même temps un bolchevik. Une espèce d'épouvantail mythique du "judéo-bolchevisme" est ainsi brandi. Il ne faut pas sous-estimer l'importance de cette attitude. Elle était bien présente non seulement auprès des militants de l'extrême droite, mais tout simplement au sein de la droite. J'ai lu récemment un article dans la *Gazette de Lausanne* de 1943 où cette distinction est évoquée : le journaliste met en garde devant certaines catégories d'étrangers incapables de s'adapter à notre "esprit national". Cet article vise une fois de plus les Juifs de l'Europe de l'Est.

**\* Une autre excuse officielle a été celle du "couteau sur la gorge". D'après les partisans de la politique fédérale, une attitude différente aurait été impossible vue la menace et les pressions allemandes. Quel est votre jugement ?**

- Cela me semble pas très sérieux. Les nazis utilisaient n'importe quel argument pour faire pression. Il faudrait voir dans quelle mesure ces pressions étaient réelles ou simplement tactiques. Là n'est pas le problème.

Par contre, en 1943 et 1944, lorsque la défaite allemande se dessine, la réouverture des frontières suisses aux réfugiés est due, et cela manifestement, à l'intervention des Alliés qui eux exigent une politique plus tolérante et plus ouverte, notamment à l'égard des Juifs. C'est une des raisons pour lesquelles la Suisse abrite quelque 100 000 réfugiés à la fin de la guerre.



Photo du haut : l'armée ferme les frontières. Photo du bas : un camp de réfugiés.

**\* Quelles sont les parallèles et les similitudes que vous voyez dans la politique suivie durant la Deuxième Guerre mondiale et celle pratiquée aujourd'hui en matière de droit d'asile ?**

- C'est difficile de répondre. Cette politique n'est certainement pas marquée du signe de la cohérence et d'un principe absolu. Cependant on observe une sorte d'opportunisme en faveur de la sévérité. A savoir : on invoque des situations extraordinaires pour faire passer des mesures restrictives et de fermeture. En ce qui concerne la période de guerre, outre les circonstances historiques citées, il y a une conjonction particulière entre un fonctionnaire rigide (Rothmund) et un conseiller fédéral (Von Steiger) issu de la droite qui croient que la fermeté à l'égard des réfugiés est la seule solution, voire même relève "d'une saine attitude patriotique". Aujourd'hui, toute proportion gardée, c'est un peu la même chose. On a l'impression d'un opportunisme s'appuyant sur la réactivation de l'extrême droite, ce qui permet une politique dure vis-à-vis des réfugiés. Ceci d'autant plus si la conjoncture économique est défavorable. Ainsi, à nouveau, les autorités justifient leur dureté à l'aide de circonstances dites objectives. Moi j'appelle ça un opportunisme basé sur le sacro-égoïsme qui est l'une des composantes de la politique helvétique.

Propos recueillis par Pietro Boschetti

1. Auteur, entre autres, de l'article "Menace et repliement" qui porte sur la période de l'entre-deux-guerres publié dans *Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses*, t. III.